

# INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS  
AGRICULTURE  
ENERGIE  
MINES  
INDUSTRIE  
SERVICES  
FINANCE

**Les grands  
projets qui feront  
l'année 2015  
au Cameroun**



**IMIC réévalue à  
2,7 milliards de tonnes  
le potentiel du gisement  
de fer de Nkout**

**Un pipeline de  
355 km en vue  
pour distribuer les  
produits pétroliers**

# IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR



La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs, une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

[www.camair-co.cm](http://www.camair-co.cm)

 **Camair-Co**  
L'étoile du Cameroun

**Yasmine Bahri-Domon,**  
directrice de la publication



## 2015 : une économie qui doit aussi porter sur le social

« *Le Cameroun sera un grand chantier dès janvier 2012* », avec cette annonce choc faite au lendemain de sa victoire à l'élection présidentielle de 2011, le président Paul Biya réélu pour un nouveau mandat à la tête de l'Etat, faisait ainsi référence à son programme baptisé les « Grandes Réalisations » et marquait ainsi, le nouveau cap de sa politique économique.

Depuis 3 ans et sous cette impulsion, le gouvernement a entrepris la mise en place et la réalisation des projets structurants, se basant sur une série d'actions concrètes et fortes (construction des centrales hydro-électriques et thermiques, constructions et extensions de route).

Il en sera de même pour l'année 2015 qui sera marquée par la première mise à eau du barrage de retenue de Lom Pangar, qu'érige la China International Water & Electric Corp (CWE) mais aussi, la mise en service du port en eau profonde de Kribi, pour ne citer que ces deux grands chantiers, tant la liste est non exhaustive.

2015 c'est tout aussi, le premier tronçon de 80 km et ses premières couches de bitume sur les 215 km que compte l'axe autoroutier en construction devant relier la capitale économique Douala, à la capitale politique Yaoundé et exécuté par la

China First Highway Engineering pour un coût total de 284 milliards de francs CFA.

2015 sera aussi marquée, si l'on en croit les annonces faites par le chef de l'Etat Paul Biya par le lancement des projets d'infrastructures dits de seconde génération, qui passe par la réalisation de certains ouvrages sociaux, agricoles et immobiliers, financé à hauteur de 925 milliards de francs CFA grâce à des prêts bancaires locaux et internationaux.

Le climat de confiance entre l'Etat du Cameroun et ses partenaires économiques est établi, preuve en est, la réussite de l'emprunt obligataire de l'Etat du Cameroun « ECMR 5,50% net 2014-2019 » de 150 milliards FCFA, lancé le 24 novembre 2014. En 30 jours, l'emprunt a été sursouscrit à hauteur 153 milliards FCFA. Le gap de 3 milliards FCFA marque la confiance établie entre, non seulement les établissements et institutions de crédit, les particuliers, mais aussi avec les épargnants directs.

Tous les ingrédients sont là pour faire de 2015 une belle année, de beaux présages. Mais beaucoup restera à faire, surtout au niveau social, car l'accès à l'eau, à l'électricité ou à la santé demeurent des problèmes majeurs qui touchent directement la population.

### INVESTIR AU CAMEROUN

#### Editeur

Mediamania Sàrl  
6, rue du Léman  
1201 Genève - Suisse

#### Directrice de la publication

Yasmine BAHRI-DOMON

#### Rédaction

Beaugas-Orain DJOYUM, Ayissi LE BEAU,  
Mamadou CISSÉ, Muriel EDJO,  
Brice R. MBODIAM.

#### Opérateur

Mediamania Sàrl  
www.mediamania.pro

Maquette : Jérémie FLAUX,  
Réalisation web : Christian ZANARDI,  
Corrections : Xavier MICHEL

#### Régie publicitaire

regiepub@investiraucameroun.com  
Au Cameroun  
Albert MASSIMB

almassimb@yahoo.fr  
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou  
00 237 77 75 13 98

#### Impression

Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

#### Distribution Cameroun

Albert MASSIMB  
almassimb@yahoo.fr  
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou  
00 237 77 75 13 98

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com



# AU SOMMAIRE



- 08 • « *Au Cameroun, on fondait déjà le fer avant même l'Europe* »
- 11 • Les grands chantiers de 2015 au Cameroun
- 12 • Barrage de Lom Pangar : mise en eau annoncée pour septembre 2015
- 13 • Mobilisation des financements pour l'extension de la centrale à gaz de Kribi
- 13 • Mise en service de la 3<sup>ème</sup> cimenterie du pays par le groupe Dangote
- 14 • Port en eaux profondes de Kribi : dans l'attente du premier navire commercial
- 15 • 105,9 milliards FCFA pour lancer le chantier du port en eaux profondes de Limbé
- 15 • Lancement du plan d'urgence gouvernemental de 925 milliards FCFA
- 16 • Démarrage des chantiers autoroutiers Yaoundé-Douala et Yaoundé-Nsimalen
- 17 • L'Etat s'équipera à 40% en mobilier local pour booster la transformation du bois
- 17 • Un budget 2015 de 3476,6 milliards FCFA pour atteindre un taux de croissance à 6,3%
- 17 • Une mission économique camerounaise attendue aux Pays-Bas en mai 2015
- 18 • Un prêt de 41 milliards FCFA d'Eximbank of China pour déployer la fibre optique
- 18 • 46 milliards FCFA de la Société Générale pour construire 55 ponts métalliques
- 18 • La BADEA injecte 5,6 milliards FCFA dans l'électrification rurale
- 19 • La taxe d'aéroport sera collectée par les compagnies aériennes dès le 1<sup>er</sup> mars 2015
- 19 • Le Cameroun parmi les six pays africains honorés par la FAO pour avoir atteint le premier OMD avant 2015
- 20 • Un déficit de 132 000 tonnes de céréales enregistré dans l'Extrême-Nord
- 20 • Plus de 2500 producteurs parés pour se lancer dans la culture du riz à l'Est
- 20 • Erwann de Kerros : « *2015 pourrait être l'année du poivre de Penja* »
- 21 • Le CICC veut lancer de petites unités de transformation locale du cacao
- 21 • 900 hectares de cacao à créer en 2015-2016 grâce au programme New Generation
- 22 • La Sodecoton lancera des consultations publiques pour l'introduction du coton OGM
- 22 • La peste porcine africaine menace actuellement cinq régions sur dix
- 23 • La Banque mondiale doute des capacités de Camtel à rentabiliser le mobile et la 3G
- 23 • Nexttel compte déjà plus de 400 000 abonnés, selon le Ministère des postes et des télécoms



- 24 • Orange veut investir 1500 milliards FCFA sur les dix prochaines années
- 24 • Kiro'o Games pourrait lancer le premier jeu vidéo camerounais au 1<sup>er</sup> trimestre 2015
- 24 • Le Français Casino lance le site de vente en ligne Cdiscount au Cameroun
- 25 • L'emprunt obligataire 2014-2019 de l'Etat souscrit à 153 milliards FCFA
- 25 • Le régulateur du marché financier déconseille à l'Etat d'emprunter pour ses entreprises
- 26 • Des titres publics pour 375 milliards FCFA à émettre en 2015
- 26 • BMCE et Afriland First Bank signent un accord-cadre de coopération en Afrique
- 27 • 3PL construira un pipeline de 355 km en mode BOT pour distribuer les hydrocarbures
- 27 • Le pipeline Tchad-Cameroun a rapporté 17,5 milliards FCFA au Trésor public à fin octobre 2014
- 27 • Les réserves de gaz naturel réévaluées à la hausse, de 144 à 154 milliards de m<sup>3</sup>
- 28 • Trois nouveaux champs pétroliers sont entrés en production en 2014
- 28 • Bowleven obtient une prorogation d'un an pour explorer le gaz de Bomono
- 28 • Orion Energy s'associe à Heta Oil and Gas pour explorer le bloc Ndian River II
- 29 • Les sociétés brassicoles craignent un « effondrement du marché » en 2015
- 29 • Deux coopératives vont construire une usine de nettoyage du sorgho dans le septentrion
- 30 • Des exonérations fiscales en vue pour quatre projets industriels de 45 milliards FCFA
- 30 • Bolloré Africa Logistics réévalue ses actifs pour doubler son capital à 10,6 milliards FCFA
- 31 • Geovic Mining Corp abandonne le projet d'exploitation de nickel et de cobalt de Nkamouna
- 32 • Canyon Resources obtient deux ans de plus pour l'exploration de la bauxite de Birsok
- 32 • La mairie de Meyomessala crée une société minière pour exploiter l'or et le diamant
- 33 • IMIC porte à 2,7 milliards de tonnes les ressources en fer à Nkout et accroît de 68% le DSO
- 33 • Le Cameroun recherche des investisseurs pour exploiter le gisement de rutile d'Akonolinga
- 34 • Le Camerounais Alain Nkontchou nommé administrateur non exécutif du groupe Ecobank

# CASTING



## ELISABETH MEDOU BADANG



Le jury d'Africa Telecom People (ATP), concours qui récompense les meilleurs opérateurs et managers du secteur des télécommunications en Afrique, a récemment désigné la Camerounaise Elisabeth Medou Badang, DG d'Orange Cameroun, comme meilleure manager des télécoms en Afrique en 2014. Elisabeth Medou Badang a officiellement pris ses fonctions à la tête de la filiale camerounaise de France Télécom le 2 décembre 2013, après avoir été, pendant trois ans, *Chief Executive Officer* (CEO) à Orange Botswana. En plus de la DG d'Orange Cameroun, le jury des ATP 2014 a également porté son choix sur le jeune Camerounais Arthur Zang, l'inventeur du cardiopad, qui a été plébiscité dans la catégorie « meilleure initiative de développement ».

## NANA SANDJO



Cameroon Airlines Corporation (Camair Co), la compagnie nationale aérienne camerounaise, est désormais certifiée IATA (International Airlines Transportation Association), a annoncé son directeur général, Nana Sandjo, le 28 novembre 2014, après une semaine d'audit et de diagnostic des experts de l'Association mondiale des transporteurs aériens. Grâce à cette certification, le transporteur aérien camerounais reçoit ainsi la reconnaissance de ses pairs à travers le monde. Le DG de Camair Co précise qu'avec cette certification IATA, la compagnie « *pourra prétendre vendre toutes les destinations du monde à ses passagers. Si vous êtes par exemple aux Etats-Unis et qu'on interroge un serveur, on verra beaucoup de compagnies dont celle du Cameroun dans le même système. On pourra alors vous vendre directement le billet là-bas.* »



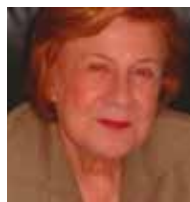
## TONY ELUMELU



Les opérateurs économiques camerounais détenteurs de projets de création d'entreprises dans des secteurs porteurs, ou encore les jeunes entrepreneurs dont les entreprises rencontrent des difficultés de financements, peuvent désormais se retourner vers la Fondation Elumelu,

qui vient de lancer un programme doté de 50 milliards de francs CFA (100 millions \$) pour accompagner et financer 1000 startups africaines sur une période de dix ans. C'est le 1er décembre 2014 à Lagos que l'homme d'affaires nigérian Tony Elumelu, à travers sa fondation, a annoncé le lancement de ce programme pour « *former, financer et accompagner la nouvelle génération d'entrepreneurs* » des 54 Etats d'Afrique. Le Tony Elumelu Foundation Entrepreneurship Program (TEEP) a pour objectif de créer un million d'emplois et 500 milliards FCFA de revenus annuels, selon le communiqué publié à cet effet par la Fondation Elumelu.

## JACQUELINE CASSALEGNO



Jadis toute puissante PDG de Chanas Assurance, le mastodonte de l'assurance au Cameroun, Jacqueline Cassalegno, qui a été contrainte d'accepter, en septembre 2013, la nomination d'un DG après un bras de fer avec certains actionnaires de poids de la compagnie (notamment la Société Nationale des Hydrocarbures), a finalement démissionné de son poste de PCA. Mme Cassalegno, qui approche les 90 ans, jouit désormais d'un état de santé préoccupant, ce qui pourrait expliquer son retrait de la compagnie qu'elle a fondée et pour laquelle elle livre, depuis 2001, une bataille judiciaire avec ses associés de départ. La démission de Mme Cassalegno apparaît, pour certains, comme une bonne opportunité pour cette compagnie de se relever. Elle a été remplacée par Théodore Edjangué, l'actuel président de la Commission des marchés financiers (CMF), le régulateur de la Bourse de Douala.

## BASILE ATANGANA KOUNA



Dans six mois, une nouvelle usine de traitement d'eau potable sera opérationnelle à la station de captage de la Mefou, à une vingtaine de kilomètres de la ville de Yaoundé, afin d'apporter 50 000 mètres cubes d'eau potable supplémentaires par jour aux popula-

tions de la capitale camerounaise. Cette infrastructure sera construite sur le modèle *Build-Operate-Transfert* (BOT) par la firme indienne Imperial Holding Ltd, qui a signé un accord dans ce sens le 1er décembre 2014 à Yaoundé avec le gouvernement camerounais, représenté par le ministre de l'Energie et de l'Eau, Basile Atangana Kouna. Selon les termes de la convention, cette usine de traitement, qui coûtera environ 49 milliards de francs CFA à la partie indienne, sera gérée pendant quinze ans par son constructeur, avant d'être ensuite rétrocédée à l'Etat du Cameroun.

## ANDRÉ FOTSO



Seul candidat ayant présenté une liste à la date limite statutaire arrêtée pour postuler au poste de président du Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam), André Fotso, le président sortant, a été reconduit à la tête du regroupement patronal le plus important du

pays au terme de l'assemblée générale électorale tenue le 18 décembre 2014 à Douala. Pour son second mandat à la tête du Gicam, André Fotso ambitionne toujours de « *mobiliser tous les acteurs autour de l'accélération de la croissance pour gagner au moins un point de croissance chaque année, de manière à atteindre un taux de croissance à deux chiffres en 2020, afin de placer le Cameroun de façon irréversible sur le chemin de l'émergence* ». Pour son nouveau mandat, ce dernier propose un projet « *novateur et volontariste* », avec parmi les idées fortes le rassemblement du secteur privé pour une cohésion sur les enjeux stratégiques.



# « Au Cameroun, on fondait déjà le fer avant même l'Europe »

**Ama Tutu Muna, la ministre des Arts et de la Culture, présente les atouts du Musée national. Important lieu pour les étrangers, les touristes et même les locaux de prendre contact avec la culture camerounaise. Le 17 janvier 2015, un gala culturel y a été organisé pour son ouverture officielle après sa fermeture au public en 2009.**

**Investir au Cameroun : Pourquoi avoir tenu les journées portes ouvertes du Musée national en novembre 2014 et le gala culturel de lancement officiel du musée en janvier 2015 ?**

**Ama Tutu Muna :** Le Musée national a tenu ses journées portes ouvertes en novembre 2014. C'était une manière pour le public d'être en lien avec son musée et avec son chef de l'Etat qui a bien voulu offrir cela de cette manière à tous les Camerounais et à ceux qui s'intéressent à la culture. Le gala de lancement officiel qui a suivi en janvier est venu cibler un public défini pour le musée. Nous avons pensé qu'il fallait dissocier les deux événements, parce que lors de ce gala, nous avons passé d'autres messages. Il fallait créer un « *Awareness* » qu'on doit repenser notre manière d'être en relation avec la culture. Le mécénat, le sponsoring, la philanthropie, toutes les grandes œuvres dans la culture sont parrainées par des bénévoles.

**IC : Ce qui n'est pas encore le cas au Cameroun...**

**ATM :** Je ne sais pas, mais nous sommes encore en train de faire

un certain nombre de choses. C'est aussi culturel. C'est une manière pour nous de commencer à faire appel au secteur privé. Le chef de l'Etat parle de ce partenariat depuis très longtemps. J'embraye ici pour dire que le ministère l'a organisé en partenariat avec la Heritage Heart Foundation. Le ministère a cherché comment avoir une passerelle. Comment faire pour gérer et faciliter les rapports entre les institutions et le monde des affaires, le monde privé. Et vous savez que sous d'autres cieux, ce sont les fondations qui traitent avec les fondations pour pouvoir apporter de l'aide à la culture. Appuyés par le chef de l'Etat, nous avons pu créer

pourquoi nous l'avons fait en deux temps.

**IC : C'est l'un de vos principaux défis. En dehors de ce gala culturel, comment envisagez-vous l'attrait des investisseurs privés pour financer la culture et les activités culturelles ?**

**ATM :** Avant d'organiser ce gala culturel, nous avons rencontré le Gicam (Groupement inter patronal du Cameroun). Nous leur avons parlé de nos projets. Nous avons rencontré les acteurs du monde des affaires au Cameroun et ailleurs. Nous avons fait ce que l'on appelle en anglais l'« *Advocacy* ». C'est-à-dire rencontrer beaucoup

**« Je le dis vraiment avec beaucoup de respect. Nous n'avons pas encore assez la culture du don pour le service public. »**

cette passerelle depuis 2009 avec la Heritage Heart Foundation. Cela a facilité la mise en place de ce que nous sommes en train de voir. Aussi, ce musée crée la plateforme. Nous sommes en train de penser comment promouvoir le cinéma, la musique, etc. à travers ce genre d'événements. Tout ce que nous faisons pour la culture, le patrimoine, notre héritage, nous avons voulu placer cela dans cet espace qui est plein de symboles et qui a plein d'avenir. C'est *grosso modo*

de personnes et leur dire ce que nous sommes en train de faire et de vouloir faire. Ainsi que les objectifs à atteindre. Le musée est une institution qui va au-delà de nos vies, parce que lorsqu'on regarde le bâtiment, il a été la résidence du gouverneur, avant d'être la Présidence de la république et le Musée national comme l'a décidé le chef de l'Etat. On a pensé au musée parce qu'il ne se construit pas seulement dans le temps, mais pour l'éternité. Qui ne souhaiterait pas être dans un projet



qui va au-delà d'une vie humaine et au-delà des générations, car l'on parle d'héritage et de patrimoine ? Voilà le symbole fort à travers lequel nous voulons rattacher les hommes d'affaires, parce que lorsque vous parlez d'affaires, les gens veulent de l'assurance.

**IC : Pourquoi avoir pensé au thème « Renaissance culturelle » pour cette ouverture officielle du musée ?**

**ATM :** C'est en même temps une régénération. Le bâtiment a été réhabilité. Nous voulons que le monde entier connaisse le Cameroun et notre image du Cameroun. En plus, le président de la République venait de signer la charte de la Renaissance culturelle.

**IC : De combien d'œuvres d'art dispose actuellement le Musée national ?**

**ATM :** Je parlais d'expositions. Le Musée compte actuellement 21 expositions parmi lesquelles les archives photos qui racontent notre histoire, les instruments de musique, les architectures traditionnelles, les poteries, les vêtements, les symboles forts de l'Etat, etc. Le choix de ces instruments permet que nous nous rencontrions nous-même avec les instruments de la culture. En passant, j'ai omis les artefacts. Combien de Camerounais savent que le Cameroun est une civilisation qui date de plus de 50 000 ans avant J-C ?

**IC : Une communication a-t-elle été faite sur cet atout ?**

**ATM :** C'est à travers ce musée que les gens pourraient le savoir. Et même si la communication est faite, il y a des gens qui ne le sauront pas. La fierté, c'est de savoir que nous avons une civilisation ancienne. Au Cameroun, on fondait déjà le fer avant même l'Europe. Ce sont des choses que beaucoup de Camerounais ne savent pas. A travers ce musée, nous avons voulu dire ceci : voilà ce que nous savons de chez nous, voilà ce que les Camerounais peuvent venir découvrir sur



« Nous voulons que le monde entier connaisse le Cameroun et notre image du Cameroun. »

eux-mêmes, et ensuite les autres pourront venir découvrir qui nous sommes. Je dois aussi dire tout humblement que nous n'avons pas eu tous les moyens qu'il fallait. Mais c'est déjà important d'avoir ce que nous avons sur la plateforme. Au fur et à mesure, au fil du temps, je pense que ce qu'on a commencé sera encore amélioré.

**IC : Dans un récent entretien à la presse, vous avez parlé d'environ 3 à 4 milliards FCFA dépensés pour ce musée depuis 2009. Quel montant faudrait-il avoir pour le Musée national ?**

**ATM :** Oui, environ entre 3 et 4 milliards FCFA dépensés depuis 2009. Nous avons la période de réhabilitation, puisque le musée était fermé. Il fallait refaire l'électricité, les plafonds, les lumières, tous les jardins du musée, on parle de 5000 m<sup>2</sup>, les jets d'eau, etc. Nous n'avons même pas encore terminé. Mais, le gros du travail a déjà été réalisé. Il faut maintenant une gestion. Les décrets sur l'organisation sont sortis l'année dernière. Il faut à présent faire vivre ce musée et actionner les partenariats que nous avons essayé d'avoir à travers la Heritage Heart Foundation, et consolider cet acquis, former des spécialistes, etc. Donc, il y a encore beaucoup à faire.

Mais les moyens modestes que nous avons ne devraient pas nous décourager. L'ambition de la soirée de gala était également d'avoir des amis du musée, parce qu'il faut énormément de volontariat. Il y a beaucoup de scientifiques, d'anthropologues qui aimeraient bien, de manière bénévole, venir nous aider à former des gens.

**IC : Combien faudrait-il pour que le musée soit au top ?**

**ATM :** Un musée n'est jamais complet. Il grandit et évolue selon un certain nombre d'expositions et de critères que l'on s'est fixés. Nous avons élaboré au Ministère des arts de la culture une politique pour quinze ans environ. Mais elle peut être changée par quelqu'un d'autre avec une autre vision. Toutefois il y a des expositions qui vont rester de manière définitive. Mais toujours avec une légère modification. On peut également nouer des partenariats avec d'autres musées qui pourront venir faire des expositions. Certains espaces pourront changer. Comme cette fresque qui est la donation de la petite-fille de Savorgnan de Brazza. Elle a commandé cette fresque qu'elle a gracieusement offerte au musée lors d'un dîner que nous avons organisé à l'étranger. Chaque fois que nous

allons louer ce tableau qui est l'un des plus longs du monde, le musée aura de l'argent. Nous voulons multiplier ce type de formules. Nous avons également d'autres formules. Quelqu'un peut décider de donner 50 millions FCFA. Il y a des plaques platinum, or, etc. Nous avons même la possibilité de donner un nom à un espace. Tout cela en échange d'un certain nombre de ressources. On ira même plus loin avec des « fundraising », etc.

**IC : Toutes les cultures du Cameroun sont-elles représentées au Musée national en ce moment ?**

**ATM :** Oui, nous y retrouvons la plupart des cultures. Nous y retrouvons ce qu'il y a dans les dix régions. Et toutes les aires culturelles sont représentées.

**IC : Certains Camerounais et particuliers disposent de documents et d'archives importants sur le pays, de même que des œuvres particulières. Quelle politique le Ministère de la culture a-t-il mis sur pied pour que ces œuvres puissent être exposées au Musée national ou sauvegardées aux archives nationales ?**

**ATM :** Je le dis vraiment avec beaucoup de respect. Nous n'avons pas encore assez la culture du don pour le service public. Demandez-vous pourquoi des Américains viennent au Cameroun ? Ils viennent ici parce qu'ils ont cette culture de faire des dons, etc. Je pense que des Camerounais peuvent le faire. J'ai eu des dons. Des chefs traditionnels par exemple ont offert gratuitement un certain nombre de pièces. Ils auront l'avantage que l'on marquera une petite histoire de leur chefferie, etc. Cela permet aux plus curieux d'aller vers cette chefferie. Nous avons d'ailleurs signé une convention avec les chefs traditionnels dans ce sens. Ces chefs sont aussi des garants de notre patrimoine et de notre héritage. Nous sommes donc très ouverts. Quelles sont les conditions ? Pour les archives, par exemple, nous avons des défis en ce moment. Nous



« Nous avons la liste de toutes nos archives qui sont à l'extérieur. Mais nous ne pouvons pas les ramener parce que nous n'avons pas l'espace adéquat. »

avons la liste de toutes nos archives qui sont à l'extérieur. Mais nous ne pouvons pas les ramener parce que nous n'avons pas l'espace adéquat.

**IC : Ah bon ?**

**ATM :** Oui, il faut un espace bien déterminé. Nous n'avons pas 8000 mètres linéaires, qui sont aujourd'hui le minimum pour cela. Pour nos archives nationales, nous n'avons pas encore les 800 employés qu'il faut. Nous avons donc commencé à dématérialiser progressivement. C'est l'occasion pour moi de féliciter le *staff* qui fournit ce travail, parce que c'est un travail de fourmis. Beaucoup de particuliers viennent nous donner des documents afin que nous puissions les enregistrer. Dans un proche avenir, nous allons mettre en place un site Internet où il sera plus facile que les populations échangent avec le *staff* du Musée national. Mais c'est progressif. Nous allons aller pas à pas.

**IC : Pour les étrangers, quelle est la politique mise sur pied pour les attirer vers le Musée national ?**

**ATM :** Après la soirée de gala de jan-

vier, nous avons le projet de Bimbia, qui est le site des esclaves, et chaque fois que je voyage, je me fais l'ambassadeur de notre culture. Il y a toujours quelque chose à montrer sur notre culture et sur ce que l'on peut découvrir. Et le Ministère du tourisme fait également un travail dans ce sens.

**IC : C'est un lieu historique, le Musée national...**

**ATM :** Tout à fait.

**IC : Le premier président de la République du Cameroun, Ahmadou Ahidjo, avait ses bureaux dans cet édifice. Quel est l'espace consacré au premier président camerounais dans ce musée ?**

**ATM :** Il y aura un espace disponible. Pour le moment, je ne souhaite pas en parler. L'espace est déjà alloué. Mais il y a quelques travaux que l'on devra encore faire.

**IC : Travaux à faire dans son bureau par exemple ?**

**ATM :** Oui, tout à fait.

**Propos recueillis par  
Beaugas-Orain Djoyum**

# Les grands chantiers de 2015 au Cameroun



Au lendemain de sa réélection à la magistrature suprême en 2011, le chef de l'Etat camerounais Paul Biya avait promis, dans une adresse à la nation, de transformer le pays en un vaste chantier. Pour ce faire, depuis 2012, plusieurs projets d'envergure, notamment dans le domaine des infrastructures, ont été lancés sur le territoire camerounais. Au regard de l'état d'avancement de nombre des chantiers sur le terrain, il n'y a plus de doute sur la réception au moins partielle de certains de ces projets cette année.

Ainsi, les barrages hydroélectriques de Lom Pangar, Memvé'élé et Mékin, à défaut d'être immédiatement opérationnels, connaîtront une avancée significative au cours des douze mois à venir. Il en est de même du port en eaux profondes de Kribi, qui devrait logiquement accueillir son premier bateau commercial en 2015, et de la troisième

cimenterie du pays, un projet privé prévu pour être finalement mis en service dans les prochains jours.

Mais l'année 2015, à écouter les gouvernants camerounais, servira davantage de rampe de lancement aux projets d'infrastructures dits de seconde génération. Une fois de plus, une attention particulière sera accordée aux infrastructures routières, portuaires et énergétiques. En effet, il est annoncé pour cette année les premiers coups de pioche sur les chantiers autoroutiers Yaoundé-Douala et Yaoundé-Nsimalen, de même que le lancement des travaux de construction du port en eaux profondes de Limbé, dans la région du Sud-Ouest. Ce sera alors la seconde infrastructure de ce type à être construite dans le pays en moins de cinq ans.

Les regards des observateurs sont également tournés vers le projet de construction d'une centrale ther-

Au lendemain de sa réélection à la magistrature suprême en 2011, le chef de l'Etat camerounais Paul Biya avait promis de transformer le pays en un vaste chantier.

mique de 400 MW à Natchigal, l'extension de la centrale à gaz de Kribi et, surtout, sur le lancement du plan d'urgence annoncé à la fin de l'année 2014 par le gouvernement. Ce plan, qui prévoit la réalisation de certains ouvrages sociaux, agricoles et immobiliers, est financé à hauteur de 925 milliards de francs CFA grâce à des prêts bancaires locaux et internationaux déjà bouclés.

Tous ces chantiers montrent à suffire que l'année 2015, au Cameroun, est une année charnière sur le chemin de la réalisation de son ambition de devenir un pays émergent à l'horizon 2035. Ce d'autant que 2015 constitue la première borne du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE). Ce plan stratégique de développement du pays sur le long terme, implémenté depuis l'année 2010, est en effet décliné en objectifs quinquennaux.

**Brice R. Mbodiam**



# Barrage de Lom Pangar : mise en eau annoncée pour septembre 2015



Au mois de septembre 2015, le Cameroun devrait franchir une étape décisive dans la résolution du déficit énergétique, avec la mise en eau annoncée du barrage de retenue de Lom Pangar, que construit la China International Water & Electric Corp (CWE) dans la région de l'Est du pays. En tout cas, sur le chantier, en dépit des mouvements d'humeur répétés des 1300 employés en activité, rien ne présage d'un échec dans le respect de cette engagement à mettre le barrage en eau à cette date, soit deux ans et onze mois après la pose de la première pierre du chantier, le 3 août 2012, par le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya. Cette mise en eau, expliquent les experts, modifiera la configuration globale du potentiel hydroélectrique en amont du fleuve Sanaga. En effet, grâce à sa capacité de retenue d'eau de 6 milliards de mètres cubes, le barrage de Lom Pangar

induira « l'exploitation optimale des barrages hydroélectriques de Songloulou et d'Edéa, lesquels seront susceptibles de générer en aval, grâce à l'amélioration des débits, un sur-

plus de puissance d'environ 170 MW, sans investissements additionnels », apprend-on.

Selon le vice-président pour la région Afrique de la Banque mondiale, Makhtar Diop, cette infrastructure énergétique est le prototype même du projet structurant, dans ce sens que « Lom Pangar va permettre de construire d'autres barrages qui permettront d'exploiter tout le potentiel du fleuve (Sanaga), et de produire (finalement) près de 6000 MW » dans le pays, énergie pouvant même être exportée dans la zone Cemac et au Nigeria voisin. Investissement global de 238 milliards de francs CFA, cofinancé par l'Etat camerounais et des bailleurs de fonds internationaux tels que la Banque mondiale, la BEI, l'AFD ou la BDEAC, le barrage de Lom Pangar sera également doté d'une usine de pied d'une capacité de production de 30 MW, destinée à électrifier 120 localités de la région de l'Est.

## COUP D'ACCÉLÉRATEUR À MEMVÉ'ÉLÉ, MEKIN, MENCHUM, NATCHIGAL...

En plus de Lom Pangar, trois autres barrages en cours de construction sur le territoire camerounais devraient connaître un coup d'accélérateur en 2015. Il s'agit du barrage de Mékin, dans la région du Sud, qui permettra d'alimenter les huit communes du département du Dja et Lobo, grâce notamment à une usine de pied d'une capacité de 15 mégawatts ; du barrage de Memvé'élé, toujours dans le Sud, d'une capacité de production de 200 MW et construit par Sinohydro. Dans la région du Nord-Ouest, devrait enfin être donné le premier coup de pioche du barrage de la Menchum, d'une capacité de production de 75 MW,

pour un coût total de 162,5 milliards de francs CFA. CEW, le constructeur de Lom Pangar, a également été retenu pour cet autre projet énergétique.

2015 pourrait également être l'année du lancement du projet de construction de la centrale de Natchigal, dans la région du Centre. Avec une capacité de production de 400 MW, cet ouvrage, qui bénéficiera des retombées de la régulation du débit qu'imposera Lom Pangar sur le fleuve Sanaga, va coûter 400 milliards de francs CFA. La SFI, Rio Tinto et l'Etat du Cameroun sont partenaires sur ce projet.

# Mobilisation des financements pour l'extension de la centrale à gaz de Kribi

La Kribi Power Development Corporation (KPDC), entreprise contrôlée par Globeleq et qui gère la centrale à gaz de Kribi, d'une capacité installée de 216 MW, espère pouvoir conclure au plus tard au premier trimestre 2015 un prêt à long terme avec la Société financière internationale (SFI) pour le financement de l'extension de cette infrastructure énergétique, a-t-on appris de sources autorisées. Afin de mobiliser la totalité des 65 mil-

liards de francs CFA nécessaires pour porter la capacité de cette centrale à 330 MW, KPDC négocie parallèlement avec des banques locales pour l'ouverture de lignes de crédit devant compléter le prêt à long terme escompté de la Société financière internationale, structure du groupe de la Banque mondiale spécialisée dans le financement du secteur privé.

Les négociations en cours avec les banques locales devraient être

conclues au mois d'octobre 2014, indiquent nos sources. Selon les mêmes sources, le marché pour l'extension de la centrale à gaz de Kribi, située dans la région du Sud, a été confié à l'entreprise finlandaise Wartsila. Cette société fait partie des leaders mondiaux de solutions énergétiques et a notamment construit ladite infrastructure, pour un montant total de 173 milliards FCFA.

# Mise en service de la 3<sup>ème</sup> cimenterie du pays par le groupe Dangote

L'usine de ciment construite sur les berges du Wouri, à Douala, par le milliardaire nigérian Aliko Dangote (investissement de 50 milliards FCFA), entrera en production dans les prochains jours, et lancera aussitôt la commercialisation de son ciment sur le marché camerounais, rassure Baba Abduhalli, le chef du projet. Ce dernier révèle en effet que la cimenterie s'est déjà faite livrée ses premières cargaisons de matières premières, notamment du clinker et du gypse, ainsi que de la pouzzolane produite à partir d'une carrière de 27 hectares située dans la ville de Tombel (région du Sud-Ouest),

et sur laquelle Dangote Cement Cameroun détient un agrément d'exploitation pour une période de cinq ans. En prévision du lancement de la production, indique le chef du projet, la cimenterie a conduit des tests sur ses équipements pendant plusieurs semaines. Dès l'entame des activités, Dangote Cement Cameroun ambitionne de produire 1,5 million de tonnes de ciment, portant ainsi la production nationale à environ 3,6 millions de tonnes, y compris les 500 000 tonnes du Marocain Cimaf, et 1,6 million de tonnes pour Cimencam, filiale du groupe Lafarge.

Pour rappel, initialement prévue pour être mise en service en janvier 2014, puis en août, et enfin en octobre 2014, la 3<sup>ème</sup> cimenterie du Cameroun a connu un retard dans le lancement de ses activités à cause, soutiennent les responsables du groupe Dangote, « de la congestion du port de Douala, qui a ralenti l'importation des équipements destinés à la construction et à l'installation de l'usine ». Pour le début, apprend-on, la cimenterie Dangote de Douala emploiera en permanence 77 Camerounais, 11 expatriés et environ 250 ouvriers temporaires chaque mois.

# Port en eaux profondes de Kribi : dans l'attente du premier navire commercial

**La plus grande infrastructure portuaire du Cameroun pourrait être mise en service en 2015.**

Deux navires ont déjà accosté au port en eaux profondes de Kribi, dans la région du Sud-Cameroun. Il s'agit d'abord du *Zhen Hua 9*, un navire chinois qui est venu livrer, le 13 février 2014, les équipements et portiques de manutention destinés au terminal à conteneurs de ce qui sera la plus grande infrastructure portuaire du Cameroun. Ensuite, le 8 juillet 2014 accostait *Val Paraiso*, un navire battant pavillon libérien qui a livré au port de Kribi ses deux premiers navires remorqueurs fabriqués en Chine. En 2015 devrait accoster le premier navire commercial, donnant ainsi le coup d'envoi à l'exploitation de cette infrastructure portuaire, qui revendique déjà le plus grand tirant d'eau sur toute la côte ouest-africaine.

## LES DEUX PREMIERS TERMINAUX

En effet, le port en eaux profondes de Kribi est presque opérationnel, si l'on exclut la voie d'accès, qui est actuellement en cours de construction. Comme pour le confirmer, le gouvernement camerounais s'attèle actuellement à recruter les concessionnaires des deux premiers terminaux, polyvalent et à conteneurs. Sont en lice pour la gestion du premier terminal à conteneurs (350 mètres de quais), dont les clauses du marché intègrent le financement et la construction du second (700 mètres de quais) : le groupe Bolloré Africa Logistics, le Philippin ICTSI et le Danois APM Terminals. Pour s'adjuger ce marché, Bolloré, le lea-



Le port en eaux profondes de Kribi devrait être mis en service en 2015, en attendant la construction, dans le cadre de la seconde phase de ce projet, des autres terminaux (minéralier, hydrocarbures, etc.).

der de la gestion des terminaux de ce type en Afrique subsaharienne, s'est attaché le concours du chinois CHEC et de l'armateur CMA CGM, avec lesquels il sollicite cette concession en groupement. S'agissant du terminal polyvalent, le groupement Necotrans a été admis au dialogue de pré-qualification, en groupement avec KPMO, un consortium formé par neuf entreprises camerounaises du secteur de la manutention portuaire qui revendique environ 75% du débarquement des marchandises au port de Douala. Sur la concession du terminal polyvalent, l'on retrouve encore dans les starting-blocks les opérateurs philippin et danois ICTSI et APM Terminals.

Le port en eaux profondes de Kribi devrait donc être mis en service en 2015, en attendant la construction, dans le cadre de la seconde phase de

ce projet, des autres terminaux (minéralier, hydrocarbures, etc.). Ces terminaux s'intègrent dans d'autres projets tels que l'exploitation du gisement de fer de Mbalam-Nabeba et l'extension de l'usine de la société Aluminium du Cameroun (Alucam), ou encore la construction d'une unité de liquéfaction du gaz naturel dans la localité de Kribi. Infrastructure d'un coût estimé à 282 milliards de francs CFA, le port en eaux profondes de Kribi a été financé par Eximbank of China, le bras séculier des investissements chinois à l'étranger. Cette plateforme portuaire a été construite par la China Harbour Engineering Company (CHEC), qui postule à la gestion du premier terminal à conteneurs, en groupement avec les opérateurs français Bolloré et CMA CGM.

**Brice R. Mbodiam**



# 105,9 milliards FCFA pour lancer le chantier du port en eaux profondes de Limbé



La construction du terminal multifonctions du port en eaux profondes de Limbé, dans la région du Sud-Ouest du Cameroun, coûtera 105,9 milliards de francs CFA, vient de révéler le Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariats (CARPA), tout en précisant que les travaux y afférents sont « *en cours de démarrage* ». Ces travaux seront conjointement financés par l'Etat du Cameroun (30%), et à 70% par le consortium camerouno-coréen

Limbe Port Industrial Development Corporation (LIPID), qui a signé avec le gouvernement camerounais un contrat PPP (partenariat public-privé) pour « *le financement, la construction, l'exploitation et la maintenance d'un terminal multifonctions au port de Limbé* », a annoncé le Premier ministre camerounais, Philémon Yang, en présentant en novembre 2014 aux députés le programme économique et social du gouvernement pour l'année 2015.

Le terminal multifonctions du futur port en eaux profondes de Limbé, qui sera construit sur le modèle BOT (Built Operate Transfert), précise le CARPA, sera géré pendant une durée de 27 ans par le consortium camerouno-coréen LIPID, avant sa rétrocession à l'Etat du Cameroun. Selon le ministre camerounais des Transport, Robert Nkili, cette infrastructure portuaire s'intègre dans le projet de construction d'une cimenterie dans la région du Sud-Ouest, par la société de joint-venture camerouno-coréenne Afko. Mais en plus de permettre l'importation des matières premières rentrant dans la production du ciment pour Afko, le port en eaux profondes de Limbé devrait également permettre d'exporter les produits des entreprises agroalimentaires du département du Mounjo (dans la région du Littoral) et de la région du Sud-Ouest.

## Lancement du plan d'urgence gouvernemental de 925 milliards FCFA

En 2015, le Cameroun lance son programme d'urgence triennal doté d'un budget de 925 milliards de francs CFA, tel qu'annoncé en fin d'année 2014 par le gouvernement. Pour ce faire, le chef de l'Etat, Paul Biya, a d'ores et déjà autorisé la mobilisation d'une enveloppe globale de 633 milliards de francs CFA auprès des filiales camerounaises de BGFI, Standard Chartered Bank, Banque Atlantique, Ecobank et de la Deutsche Bank de Madrid. Cet argent, a

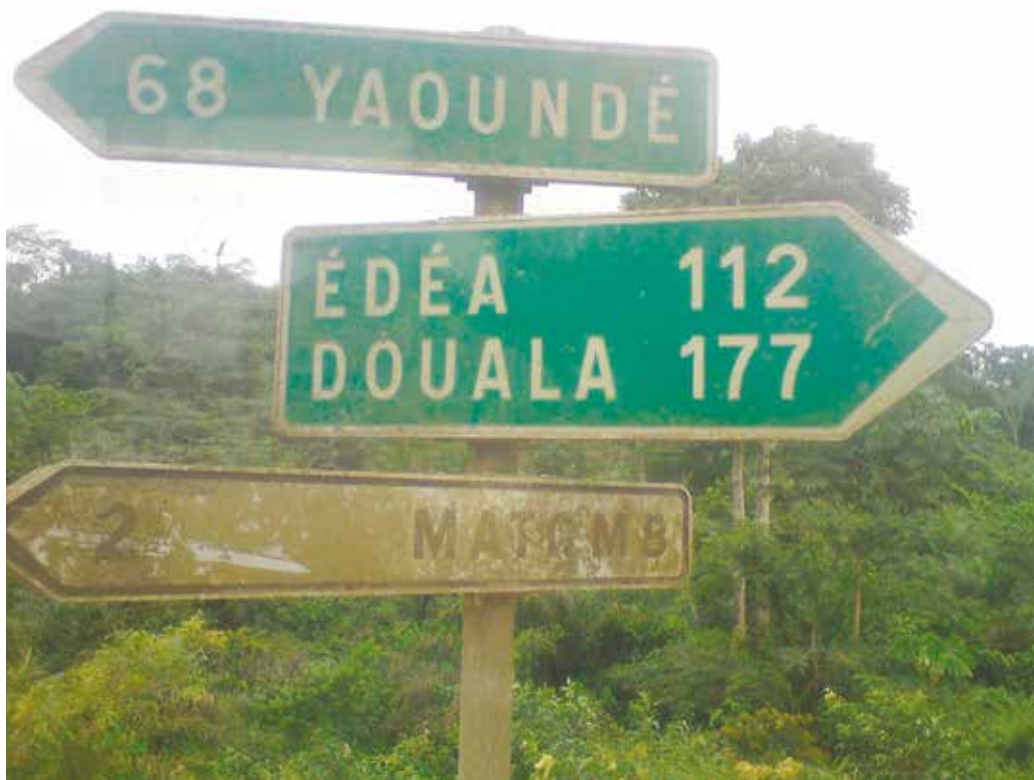
précisé le chef de l'Etat camerounais, servira à la construction de 1000 logements sociaux dans les dix régions du Cameroun, et à la réhabilitation des plateaux techniques des hôpitaux, la réhabilitation des routes secondaires et de l'éclairage public des métropoles que sont Yaoundé et Douala, la construction de puits et forages dans trente villes secondaires, et la construction d'abattoirs et entrepôts frigorifiques dans le pays. Ce programme d'urgence prévoit éga-

lement le « *financement du projet de construction de deux axes routiers de désenclavement dans chaque région, ainsi que du projet de création d'agropoles et de 120 000 hectares de périmètre hydroagricole, du projet de construction des grands marchés de ravitaillement en denrées, à l'appui aux agro-industriels, et du projet de construction et d'aménagement des ouvrages de retenue d'eau dans les régions de l'Adamaoua, de l'Extrême-Nord et du Nord* ».

# Démarrage des chantiers autoroutiers Yaoundé-Douala et Yaoundé-Nsimalen

Les travaux de terrassement généraux de l'autoroute Yaoundé-Douala, qui reliera les deux villes les plus importantes du pays, sont effectifs depuis fin 2014. En 2015, le premier tronçon de cet axe autoroutier (80 km sur un linéaire total de 215 km) devrait pouvoir recevoir ses premières couches de bitume. Ces travaux coûteront 284 milliards de francs CFA, dont 241 milliards FCFA pourvus par Eximbank of China. L'infrastructure, qui, selon le premier tracé, doit se dédoubler dans la région du Littoral pour rallier la ville de Bafoussam, la troisième plus importante du pays située dans la région de l'Ouest, est construite par la China First Highway Engineering.

Les travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen, qui devra fluidifier le trafic entre l'aéroport international de la capitale et le centre-ville de Yaoundé, d'une longueur de plus de 20 km, devraient également être lancés cette année, selon les promesses des autorités camerounaises. En effet, toutes les procédures de passation des marchés ont été bouclées, et une bonne partie des financements mobilisés. L'on sait, par exemple, que la section dite « rase campagne », longue de 10,6 km, sera construite pendant 36 mois par l'entreprise chinoise dénommée China Communications Construction Company LTD, pour un montant total de 36,7 milliards FCFA. Le contrôle des travaux a été confié, depuis janvier 2014, au groupement de bureaux d'études techniques (BET) Studi International, Cenor et Ecta BTP, pour un montant total de 2 milliards FCFA. Le marché pour la construction de la section dite urbaine de cette autoroute, également longue de 10 km, a été attribué à trois entre-



prises. Il s'agit des Chinoises Synohydro (5,8 km) et China Road and Bridge Corporation (1,9 km), et de la société égyptienne Arab Contractors (2,1 km). D'une lon-

gueur totale de 20 km, l'autoroute Yaoundé-Nsimalen devra officiellement coûter 154 milliards de francs CFA.

## QUATRE NOUVEAUX PROJETS EN ÉTUDE

Le Ministère camerounais des travaux publics a lancé en décembre 2014 un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement de bureaux d'études techniques (BET) devant participer à la pré-qualification pour la réalisation d'études de faisabilité en vue de la construction de plus de 350 km d'autoroutes au Cameroun. Il s'agit d'abord des tronçons autoroutiers Bibodi-Douala (136 km), visant à relier cette localité située à 69 km de la ville de Yaoundé à la capitale économique du Cameroun, et Edéa-Kribi (120 km), dont l'objectif est de fluidifier le transport entre Douala et Kribi,

citée balnéaire de la région du Sud dans laquelle le tout premier port en eaux profondes du Cameroun sera opérationnel dans les prochains mois. Ensuite, il y a la future autoroute Douala-Limbé, longue de 100 km, qui reliera la capitale économique du pays à la ville touristique de Limbé, dans la région du Sud-Ouest. Enfin, l'appel à manifestation d'intérêt du gouvernement camerounais concerne également la partie de l'autoroute Yaoundé-Douala, qui ralliera la ville de Bafoussam, la capitale régionale de l'Ouest, et dont « le linéaire reste à déterminer », selon le gouvernement camerounais.

# GESTION PUBLIQUE

## L'Etat s'équipera à 40% en mobilier local pour booster la transformation du bois

A partir de l'année 2015, l'administration publique camerounaise s'équipera au moins à 40% avec du mobilier fabriqué localement, a annoncé le Premier ministre Philémon Yang en présentant le programme économique et financier du Cameroun aux députés, le 25 novembre 2014 à Yaoundé, la capitale du

pays. Selon le chef du gouvernement camerounais, au travers de cette décision, l'Etat entend donner une impulsion à la transformation locale du bois, qui continue d'être exporté majoritairement sous la forme de lames sciées ou alors en grumes, malgré les dispositions réglementaires interdisant cette

dernière pratique. Devenue la 2<sup>ème</sup> activité d'exportation du Cameroun (avec 13,3% des recettes) derrière l'exploitation pétrolière (50% des recettes d'exportation), l'industrie sylvicole revendique 45 000 emplois, mais participe à seulement 6% à la formation du PIB du pays.

## Un budget 2015 de 3476,6 milliards FCFA pour atteindre un taux de croissance à 6,3%

L'enveloppe budgétaire de l'Etat du Cameroun pour le compte de l'exercice 2015 est équilibrée en recettes et dépenses à la somme de 3476,6 milliards de francs CFA. Ce budget est en hausse de 13% par rapport à l'année 2014. Ainsi en ont décidé les députés camerounais, qui ont adopté tard dans la nuit du 6 décembre 2014 l'intégralité de la Loi de finances 2015 proposée par le gouvernement. Cette loi prévoit des dépenses d'un montant total de 1150 milliards FCFA pour l'investissement public (30% de l'enveloppe), en hausse de 150 milliards FCFA par rapport à 2014, et 2159 milliards FCFA pour le fonctionnement de l'administration publique, soit 70% de l'enveloppe globale. 436 milliards FCFA sont destinés au service de la dette, tandis que 375 milliards FCFA de titres publics seront émis par l'Etat.

Au final, le gouvernement, qui a également vu entérinée sa proposition de réduire de 5% l'impôt sur les sociétés, escompte un taux de croissance de 6,3% en 2015, légèrement en hausse par rapport à 2014. L'inflation quant à elle devrait être stabilisée à 3%, soit la limite admise dans la zone Cemac.

## Une mission économique camerounaise attendue aux Pays-Bas en mai 2015



Une mission économique constituée d'opérateurs du secteur privé et d'autorités publiques camerounaises aura lieu aux Pays-Bas du 26 au 30 mai 2015, a-t-on appris au cours d'une récente visite d'opérateurs économiques néerlandais au ministre de l'Economie,

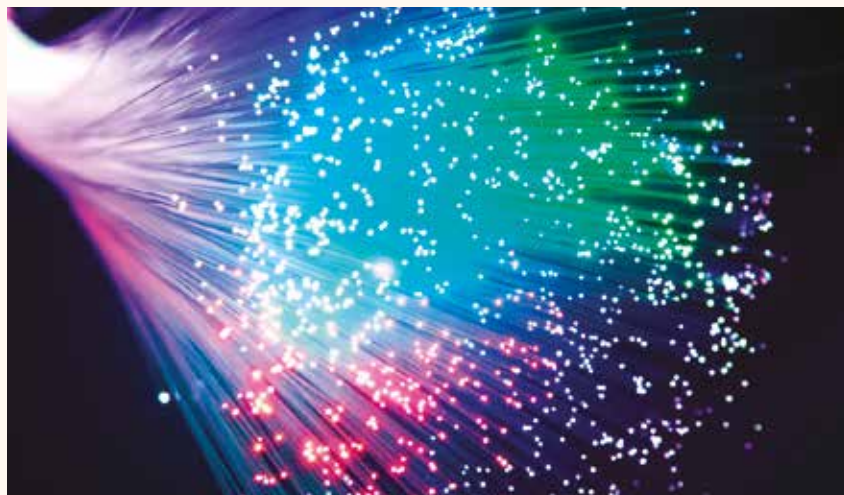
Emmanuel Nganou Djoumessi. Cette expédition devrait permettre aux opérateurs économiques des deux pays de nouer des contacts d'affaires, et aux pouvoirs publics d'exposer aux Néerlandais les opportunités d'investissement dont recèle le Cameroun, ainsi que l'arsenal réglementaire mis en place pour encourager les investisseurs. Actuellement, les Pays-Bas sont la destination d'environ 10,5% des exportations camerounaises, dont 70% de la production cacaoyère du pays. Les Pays-Bas sont aussi le 8<sup>ème</sup> fournisseur du Cameroun.



## Un prêt de 41 milliards FCFA d'Eximbank of China pour déployer la fibre optique

Le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, a rendu public le 3 décembre 2014 un décret habilitant le ministre de l'Economie Emmanuel Nganou Djoumessi à signer avec la banque d'export-import de Chine (Eximbank China) un accord de prêt d'un montant de 41 milliards de francs CFA pour le financement du projet d'extension du backbone national à fibre optique. Ce financement, apprend-on de bonnes sources, devrait permettre de construire des boucles urbaines à fibre optique dans plusieurs villes camerounaises, et ainsi étendre le réseau national de fibre optique, actuellement estimé à 6000 km.

Les ambitions « d'aménagements numériques » du Cameroun « commandent de disposer de 10 000, voire 20 000 km de fibre optique pour pouvoir mailler tout le territoire national », avait déclaré



le ministre des Postes et des Télécoms, Jean-Pierre Biyiti bi Essam, en mai 2013 à Maroua, en inaugurant 3200 km de fibre optique. Le nouveau financement

d'Eximbank devrait permettre à l'Etat camerounais de réaliser l'ambition de disposer d'environ 10 000 km de fibre optique à l'horizon 2015.

## 46 milliards FCFA de la Société Générale pour construire 55 ponts métalliques



Le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, par décret signé le 4 décembre 2014, a autorisé la signature, par le ministre de l'Economie Emmanuel Nganou Djoumessi, de deux accords de financement entre l'Etat du Cameroun et la Société Générale de Paris. De montants respectifs de

24,9 et 21 milliards de francs CFA, ces fonds serviront, précisent les décrets présidentiels, au « financement partiel du projet de construction de 55 ponts métalliques au Cameroun ». Ce projet, avec la suite de la construction du 2<sup>ème</sup> pont sur le Wouri et celui sur le Mayo, à Banyo, figure parmi les activités du Ministère camerounais des travaux publics pour le compte de l'année 2015. Via ce département ministériel, dont le budget 2015 est de 344,9 milliards de francs CFA, l'Etat du Cameroun cofinancera ce projet.

## La BADEA injecte 5,6 milliards FCFA dans l'électrification rurale

Le gouvernement camerounais a obtenu un prêt d'un montant de 5,6 milliards de francs CFA auprès de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), pour le financement de l'électrification rurale dans trois régions du pays, apprend-on dans un décret signé par le chef de l'Etat, lequel texte présidentiel habilite le ministre de l'Economie à signer cet accord de prêt. Ce nouvel accord de prêt vient épaissir le portefeuille de projets financés par la BADEA au Cameroun, dont l'enveloppe globale était estimée par le Ministère de l'économie à 34 milliards de francs CFA au mois d'avril 2013. Parmi les projets majeurs bénéficiant des appuis de la BADEA, il y a des prêts au Chantier naval et industriel du Cameroun (9 milliards FCFA), le financement de la construction du tronçon Ayos-Abong-Mbang (7 milliards FCFA), le projet de construction de la route Sangmélina-Djoum (5 milliards FCFA), ou encore la construction de la route Foumban-Tibati (4 milliards FCFA).

## La taxe d'aéroport sera collectée par les compagnies aériennes dès le 1<sup>er</sup> mars 2015



Les billets d'avion au départ du Cameroun seront théoriquement renchériss de 10 000 francs CFA à compter du 1<sup>er</sup> mars 2015. En contrepartie, les passagers des avions qui décolleront des aéroports camerounais ne payeront plus la taxe d'aéroport du

même montant, jusqu'ici perçue par les régies installées dans les aéroports du pays. C'est la quintessence d'une décision rendue publique le 5 janvier 2015 par la Direction générale des impôts du Ministère des finances, qui annonce le démantèlement, à compter

du 1<sup>er</sup> mars 2015, des régies de collecte de la taxe d'aéroport dans le pays, afin de laisser le soin aux compagnies aériennes d'introduire ladite taxe dans le prix des billets d'avion.

La mise en application de cette disposition prescrite par la Loi de finances 2015, entrée en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, est donc différée de deux mois, selon un accord conclu entre les compagnies aériennes opérant au Cameroun et la Direction générale des impôts. A l'origine de ce moratoire de deux mois, l'achat avant janvier 2015 de plusieurs billets d'avion devant être utilisés parfois jusqu'en février, et qui ont été vendus sans inclusion de la taxe d'aéroport. Selon les officiels camerounais, le transfert de la collecte de la taxe d'aéroport aux compagnies aériennes vise à sécuriser les fonds issus de cet impôt, qui étaient souvent l'objet de manipulations peu orthodoxes par les agents commis à sa collecte. De plus, cette nouvelle mesure permettra de faciliter l'embarquement des passagers, eux qui seront désormais exempts du passage parfois empreint de tracasseries devant l'agent chargé de la collecte de la taxe d'aéroport.

## Le Cameroun parmi les six pays africains honorés par la FAO pour avoir atteint le premier OMD avant 2015

« Vous avez surmonté de grands défis dans des conditions économiques mondiales et des environnements politiques difficiles. » C'est par cette phrase que le Brésilien Graziano da Silva, directeur général de la FAO, a exprimé son admiration pour les réalisations de treize pays du monde auxquels son institution décernait un satisfecit pour leurs efforts dans la lutte contre la faim. Ces pays, qui comptent six nations africaines (Came-

roun, Ethiopie, Gabon, Gambie, Maurice, Mauritanie), ont atteint le premier Objectif du millénaire pour le développement (OMD) un an avant l'échéance prévue. Trois d'entre eux, à savoir le Brésil, le Cameroun et l'Uruguay, ont même poussé la performance plus loin en réalisant l'objectif le plus difficile du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 : « Réduire de moitié le nombre absolu de sous-alimentés à l'horizon

2015. » Tout en félicitant ces nations pour leur parcours dans cette lutte, M. Da Silva a tenu à rappeler que, bien que « les progrès en vue de l'éradication de la faim dans le monde au cours des dix prochaines années prennent de l'ampleur, il reste encore beaucoup à faire, car 805 millions de personnes continuent de souffrir de sous-alimentation chronique ». A ce jour, seules 63 nations ont pu atteindre le premier OMD.

# AGRO

## Un déficit de 132 000 tonnes de céréales enregistré dans l'Extrême-Nord

A fin 2014, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun a enregistré un déficit de production de 132 000 tonnes de céréales (mil, sorgho, maïs), a révélé M. Abakachi, le délégué régional de l'Agriculture et du Développement rural dans cette partie du pays, au cours de la foire agropastorale de la région organisée en décembre dernier. Selon ce haut-responsable du Ministère camerounais de l'Agriculture, cette baisse de la production céréalière, qui n'a pas permis de satisfaire une demande régionale estimée à 770 300 tonnes, est en partie due à l'abandon des champs dans plusieurs villages frontaliers au Nigeria par les agriculteurs fuyant les exactions de la secte islamiste Boko Haram, dont les incursions en territoire camerounais sont de plus en plus nombreuses. Mais à côté de l'insécurité qui règne dans cette partie du pays, précisent les autorités locales en charge de l'Agriculture, le déficit de la production céréalière dans la région de l'Extrême-Nord en 2014 est aussi le fait d'une pluviométrie insuffisante. Une situation globale qui, indiquent les experts, devrait rendre encore plus difficile, en cette année 2015, la période de soudure (période précédant les premières récoltes).

## Erwann de Kerros : « 2015 pourrait être l'année du poivre de Penja »



Bien que le prix aux producteurs du poivre de Penja soit passé de 4500 à 8000 francs CFA depuis sa labélisation (Indication géographique protégée) par l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), la demande mondiale de cette variété de poivre exclusivement cultivée dans la localité de Penja, dans la région du Littoral du Cameroun, n'a pas encore explosé, confesse Erwann de Kerros, fondateur de Terre exotique, principal distributeur de cette épice à l'international. Mais ce dernier croit savoir que « 2015 pourrait être l'année du poivre de Penja ». Ce d'autant que, précise-t-il, « quand on fait un test à l'aveugle avec des sommeliers ou des chefs cuisiniers, c'est le poivre de Penja qui remporte tous les suffrages ». Ce qui explique l'intérêt que lui portent plusieurs grands cuisiniers dans le monde.

## Plus de 2500 producteurs parés pour se lancer dans la culture du riz à l'Est

Le Projet de développement de la riziculture pluviale de plateaux en zone de forêt (Proderip) a déjà formé plus de 2500 producteurs dans la région de l'Est du Cameroun, a-t-on appris au cours d'une séance symbolique de dégustation du riz pluvial produit dans la ville de Batouri. Désormais, mieux outillés dans les techniques de production de cette variété de riz cultivable dans

des zones non irriguées, ces agriculteurs formés par le Proderip reçoivent depuis quelques semaines des semences de riz produites à partir des 5 hectares de champs semenciers plantés dans le cadre de ce projet. « Chaque producteur reçoit 5 kg de semences de riz », précise Hermann Biscene à Ngon, responsable local du Proderip, projet lancé avec l'appui de la coopération japonaise.





## Le CICC veut lancer de petites unités de transformation locale du cacao

Début 2015, le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) lancera son programme baptisé « Transfol », destiné à la promotion de la transformation locale du cacao camerounais, a annoncé le 11 décembre 2014 à Yaoundé le secrétaire exécutif du CICC, Omer Gatien Malédy. C'était au cours de la conférence internationale ayant ponctué la 3<sup>ème</sup> édition du Festival international du cacao (Festicacao), placé cette année sous le thème « Quel avenir au-delà de la fève ? » Selon M. Malédy, Transfol vise à « *intégrer davantage les producteurs dans la chaîne de valeurs* », en promouvant la mise en place de petites unités de transformation dans les bassins de production du pays. A en croire le secrétaire exécutif du CICC, l'objectif de ce programme, à court terme, est de mettre en place dès l'année 2015 la toute

première unité de transformation issue de Transfol. Pour implémenter Transfol, a-t-on appris, le CICC bénéficiera de l'expertise de la société allemande Bear GmbH, qui est son partenaire technique dans ce programme. Cette entreprise devra construire pour les bénéficiaires de Transfol de petites unités d'une capacité minimale de transformation de 500 tonnes par an, afin de transformer les fèves de cacao en liqueurs ou beurre de cacao. Les coûts de ces équipements oscilleront entre 300 000 et 800 000 dollars (entre 150 millions et 400 millions FCFA) selon que les unités en question seront entièrement sophistiquées ou pas, a-t-on appris.

Concrètement, à travers le programme Transfol, le CICC sélectionnera des organisations de producteurs qui souhaitent se lancer dans la transformation

du cacao, sur la base d'un dossier de candidature. Si le business plan de l'organisation est validé, le CICC et d'autres partenaires prendront alors des participations dans le capital de la structure de transformation à monter. L'usine ainsi montée sera techniquement accompagnée sur une période de trois ans, avant le transfert intégral du capital à l'organisation paysanne porteuse du projet. Pour rappel, actuellement, le Cameroun transforme à peine 25% de sa production cacaoyère, qui tourne en moyenne autour de 200 000 tonnes depuis cinq ans. A l'horizon 2025, le pays vise une production de 600 000 tonnes, dont la moitié à transformer localement.

**BRM**

## 900 hectares de cacao à créer en 2015-2016 grâce au programme New Generation

Le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) ambitionne de créer 900 hectares de cacao au Cameroun sur la période 2015-2016 à travers le programme New Generation, destiné au rajeunissement des producteurs. Lancé il y a deux ans, ce programme, qui permet d'encadrer pendant trois ans les jeunes producteurs de cacao issus des centres de formation en agriculture du pays qui s'engagent à créer au minimum trois hectares de cacao chacun, a déjà permis de créer 566 hectares de nouvelles plantations. Au moyen de ce programme, le CICC escompte, à terme, un renouvellement substantiel du verger cacao, ainsi que le rajeunissement de la force de production, dont la moyenne d'âge atteignait jusqu'à 80 ans dans certains bassins de production, selon une étude conduite par l'interprofession.



## La Sodecoton lancera des consultations publiques pour l'introduction du coton OGM

La Société de Développement du Coton (Sodecoton), fleuron de l'agro-industrie dans le septentrion camerounais, lancera dans les prochains jours dans la région de l'Extrême-Nord du pays une série de consultations publiques en vue de requérir l'avis des producteurs sur l'opportunité d'introduire les OGM dans cette culture, a-t-on appris de bonnes sources. Il s'agit là d'une nouvelle étape vers cette mutation agricole qu'est l'introduction des OGM, pour lesquelles la Sodecoton manifeste son intérêt depuis 2010, en vue d'augmenter la production nationale qui oscille autour de 230 000 tonnes.

En cette année 2015, la Sodecoton lancera la 2<sup>ème</sup> phase des essais sur le coton génétiquement modifié, avaient annoncé les responsables de cette entreprise agro-industrielle publique en octobre 2014 au cours d'un atelier de restitution des résultats des premiers tests sur l'introduction du coton OGM au Cameroun. Contrairement à la première phase, dont les tests et opérations de recherche se sont déroulés dans un milieu clos de 2012 à 2014, au cours de la 2<sup>ème</sup> phase, l'agro-industriel du coton expérimentera les OGM



en milieu ouvert. Si les résultats sont concluants au bout de trois ans et que les producteurs s'engagent à accompagner la Sodecoton dans cette mutation

vers les OGM, le coton génétiquement modifié pourrait être introduit au Cameroun à partir de 2018.

## La peste porcine africaine menace actuellement cinq régions sur dix

Après l'épizootie qui s'est déclarée en septembre 2014 dans le département du Logone et Chari, dans la région de l'Extrême-Nord, le plus important bassin de production de porcs au Cameroun avec 25% de la production nationale (selon le Ministère en charge de l'élevage), la peste porcine africaine s'est propagée dans cinq autres régions sur les dix que compte le pays. En effet, apprend-on de bonnes sources, des éleveurs des régions de l'Ouest, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, du Centre et du Littoral font actuellement face à

cette épizootie qui décime les animaux et ruine les efforts des producteurs de viande de porc. Cependant, rassurant, les dégâts ne sont pas pour l'instant alarmants, du fait des réactions promptes des autorités vétérinaires. Selon les responsables du Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales (Minepia), qui affirment pourtant avoir investi environ quatre milliards de francs CFA dans la promotion de la filière porcine depuis 2005, la réapparition de la peste porcine africaine au Cameroun en 2010

est l'un des principaux obstacles au développement optimum de cette filière dans le pays. Pour rappel, la toute première épizootie de peste porcine au Cameroun, survenue en 1982, avait officiellement décimé 80% du cheptel porcin du pays. « *Le développement de cette filière se fera de manière plus sûre avec la création d'exploitations semi-intensives et industrielle situées hors agglomération et d'accès contrôlé* », tranche le ministre D<sup>r</sup> Taïga.

## TELECOMS

## La Banque mondiale doute des capacités de Camtel à rentabiliser le mobile et la 3G

Dans un rapport daté de novembre 2014 et dont des extraits ont été révélés le 3 décembre 2014 par l'hebdomadaire camerounais Repères, la Banque mondiale émet des réserves sur la capacité de la Cameroon Telecommunications (Camtel), l'opérateur historique des télécoms, à pouvoir rentabiliser la technologie 3G qu'elle exploitera dès 2015 grâce à la licence de mobile qui lui a été délivrée par le gouvernement camerounais. « Camtel se contente d'offres minimum et de mauvaise qualité. L'entreprise n'a pas su exploiter la technologie CDMA, qui est équivalente à la technologie 3G », tranche l'institution de Bretton Woods dans son rapport. Fort de ce postulat, poursuit la

Banque mondiale, « l'attribution, probablement sans contrepartie financière en raison sans doute de la dégradation des finances de l'entreprise, d'une licence 3G à Camtel semble exclusivement politique, sachant que Camtel ne semble pas avoir les compétences humaines pour mettre en œuvre un réseau de qualité ».

A cette peinture, résistera difficilement la note financière « BBB » récemment attribuée à l'opérateur public des télécoms par l'agence de notation panafricaine Bloomfield Investment. Laquelle agence n'avait d'ailleurs pas manqué, elle aussi, de noter que les finances de Camtel sont caractérisées par « une structure financière fragile, des cash-flow insuffi-

sants » et, surtout, un « déficit chronique de trésorerie né d'un besoin en fonds de roulement important, accentuant la flexibilité et la dépendance financière » de l'entreprise aux subventions étatiques. En effet, les états financiers de Camtel au 31 décembre 2013 révèlent un déficit de trésorerie de 4,9 milliards FCFA, un endettement abyssal estimé à 141,2 milliards FCFA à fin décembre 2013 (contre 91,7 milliards en 2012), malgré un résultat net d'un peu plus de 3 milliards FCFA enregistré en fin d'année, essentiellement tiré par le résultat hors activités ordinaires de l'entreprise.

BRM

## Nexttel compte déjà plus de 400 000 abonnés, selon le Ministère des postes et des télécoms



Jean-Pierre Biyiti bi Essam, le ministre camerounais des Postes et des Télécommunications, a déclaré que l'opé-

rateur de téléphonie mobile Nexttel, jusqu'à présent détenteur exclusif de la 3G, compte déjà 400 000 abonnés

depuis le lancement de ses activités le 18 septembre 2014. La société, qui facture la minute d'appel à 54 francs CFA sur son réseau et à 66 francs CFA vers les autres réseaux, multiplie les promotions et bonus qui font tomber le coût de l'appel sur son réseau et vers les réseaux concurrents à moins de 50 FCFA. Ces informations, le ministre des Postes et des Télécommunications les a révélées le 2 décembre 2014 à l'Assemblée nationale. Il présentait aux députés les réalisations accomplies par le département ministériel dont il a la charge au cours de l'année 2014, avec son budget de 12,7 milliards FCFA (près de 24 millions \$). Pour l'année 2015, cette dotation budgétaire s'élève à 13,673 milliards FCFA (25,6 millions \$), en augmentation de 914 millions FCFA par rapport à 2014.



## Orange veut investir 1500 milliards FCFA sur les dix prochaines années

La directrice générale de l'opérateur de téléphonie mobile Orange Cameroun, Elisabeth Medou Badang, vient d'annoncer que cette filiale de France Télécom envisage d'investir près de 1500 milliards FCFA au cours des dix prochaines années en vue du développement et de l'exploitation de son réseau des télécoms. « Notre souhait d'investir dans le câble sous-marin ACE (Africa Coast to Europe) demeure comme le levier d'optimisation de l'accès

à Internet. Nous le mettrons en œuvre dès que le cadre réglementaire le permettra ; il en va de même pour l'accès au haut débit mobile », a précisé la DG d'Orange Cameroun. En effet, depuis 2010, cet opérateur de téléphonie mobile négocie avec le gouvernement camerounais le déploiement du câble sous-marin ACE, long de 17 000 km, qui relie la côte occidentale de l'Afrique au continent européen. Orange Cameroun se propose de construire le point

d'atterrissement d'ACE à Kribi, dans la région du Sud du pays. Par ailleurs, Orange renégocie actuellement avec le gouvernement le renouvellement de sa licence de mobile cette année. Celle-ci devrait cette fois-ci intégrer l'exploitation de la technologie 3G, comme l'a récemment promis le ministre des Postes et des Télécoms, Jean-Pierre Biyiti bi Essam. Cette mutation technologique nécessite également de nouveaux investissements.

## Kiro'o Games pourrait lancer le premier jeu vidéo camerounais au 1<sup>er</sup> trimestre 2015



Olivier Madiba, CEO et fondateur de Kiro'o Games Studio, est de plus en plus optimiste et confiant. Le premier jeu vidéo *made in Cameroon*, baptisé « Aurion » et produit par Kiro'o Games, devrait être lancé au mois de mars 2015, ou au plus tard en avril prochain, a-t-il confié au site de veille technologique ticmag.net. Le jeune entrepreneur camerounais tient son assurance de la mobilisation effective, à ce jour, de la somme de 70 millions de francs CFA au travers de la vente d'actions du studio. En effet, face aux difficultés à obtenir des financements pour lancer Aurion, l'équipe de Kiro'o Games a eu l'idée de vendre des actions pour s'autofinancer. C'est ainsi que le projet a été divisé en 1000 parts sur lesquelles 300 sont mises en vente, à raison de 610 € (400 000 FCFA) l'action.

## Le Français Casino lance le site de vente en ligne Cdiscount au Cameroun



Après la Côte d'Ivoire et le Sénégal, le groupe français Casino a annoncé, le 1<sup>er</sup> décembre, le lancement d'un site de vente en ligne sous la marque Cdiscount au Cameroun. Les clients camerounais de Cdiscount pourront accéder à plus de 50 000 références disponibles sur le site, avec des prix censés être « les moins chers du marché ». Les clients pourront régler leurs commandes par mobile, espèces en point de retrait, espèces lors de la livraison à domicile ou par cartes de crédit. Cdiscount avait annoncé en juin dernier la création d'une société commune de vente en ligne en Afrique, en association avec le groupe Bolloré Africa Logistics. Cette société commune s'appuie sur les atouts respectifs des deux groupes : l'expertise de Cdiscount dans l'e-commerce en France et les compétences de Bolloré Africa Logistics dans la logistique en Afrique.

## FINANCE

## L'emprunt obligataire 2014-2019 de l'Etat souscrit à 153 milliards FCFA



L'emprunt obligataire de l'Etat du Cameroun « ECMR 5,50% net 2014-2019 » de 150 milliards FCFA, lancé le 24 novembre 2014 pour 30 jours, a été sursouscrit à hauteur de 3 milliards FCFA puisque 153 milliards FCFA ont finalement été mobilisés à la fin des souscriptions, a révélé le 26 décembre 2014 Alamine Ousmane Mey, le ministre camerounais des Finances. Les établissements bancaires de la place sont les premiers souscripteurs, avec en tête l'arrangeur de cet emprunt obligataire, SCB Cameroun, la filiale camerounaise du Marocain Attijariwafa Bank, qui a effectué une prise ferme de 50 milliards FCFA. « Pour l'instant, c'est vrai, nous avons une forte proportion représentée par les institutions et établissements de crédit. Cela fait à peu près 100 milliards FCFA souscrits par les établissements de crédit. Mais les 53 milliards du dessus ont été réalisés par les épargnants associés à telle ou telle structure. Ce qui témoigne de l'intérêt qui est le leur », a indiqué Alamine Ousmane Mey.

Le ministre se réjouit de l'intérêt de plus en plus accru des locaux pour les appels de fonds étatiques. « Si au départ, en 2010, il y avait des ressources qui provenaient de différentes parties du monde, nous sommes dans une évolution qui permet de dire que, localement, à l'intérieur de notre pays, des particuliers n'hésitent aucunement à mobiliser leur épargne pour les placer dans les titres du Cameroun », a-t-il indiqué. En effet, les particuliers et épargnants directs du Cameroun ont souscrit à hauteur de 21 milliards FCFA. « Cela témoigne de la confiance des investisseurs. La signature du Cameroun est la meilleure signature de la sous-région Afrique centrale », conclut le ministre qui qualifie cette opération de « succès retentissant ».

## Le régulateur du marché financier déconseille à l'Etat d'emprunter pour ses entreprises



La Commission des marchés financiers (CMF) du Cameroun a invité le gouvernement à ne plus utiliser le produit de ses emprunts obligataires pour apporter des concours financiers aux sociétés du secteur industriel ou productif, qu'elles aient un statut de société mixte, privée ou parapublique, a-t-on appris de la note d'information de l'emprunt étatique 2014-2019. « Une telle approche financièrement peu orthodoxe est d'autant plus inopportune qu'elle contredit la volonté de l'Etat, promoteur du marché financier camerounais, de développer ce marché par un enrichissement de la cote de la Douala Stock Exchange », a fait remarquer la CMF, tout en invitant le gouvernement à pousser celles des entreprises qui auraient besoin de financements à « s'adresser elles-mêmes directement au marché financier en faisant un appel public à l'épargne ». Sur les deux derniers emprunts effectués par le Cameroun, les affectations des fonds collectés ont permis de financer directement certaines entreprises comme la compagnie nationale aérienne (Camair-Co), l'opérateur national des télécommunications (Camtel) pour son projet de fibre optique, l'entreprise en charge de la construction des infrastructures de distribution d'eau (Camwater).

## Des titres publics pour 375 milliards FCFA à émettre en 2015

Tout au long de l'année 2015, le Trésor public camerounais va poursuivre sa politique de levée de fonds sur le marché des capitaux, au moyen d'émissions de titres publics pour un montant total de 375 milliards de francs CFA, annonce la Direction générale du Trésor dans un « *calendrier indicatif des émissions de titres publics par adjudication pour le compte de l'exercice 2015* », calendrier envoyé à la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC). Dans le détail, apprend-on, des bons du Trésor assimilables (titres de créance de court terme) seront émis pour 125 milliards FCFA,

contre respectivement 100 milliards et 150 milliards de francs pour les obligations du Trésor assimilables et les obligations du Trésor, qui sont tous deux des titres de créance de long terme. Sur les 125 milliards FCFA à mobiliser au moyen d'émissions de bons du Trésor, précise-t-on au Ministère des finances, « *55 milliards FCFA seront remboursés, ce qui portera le montant de l'encours des titres émis au 31 décembre 2015 à 320 milliards FCFA* ».

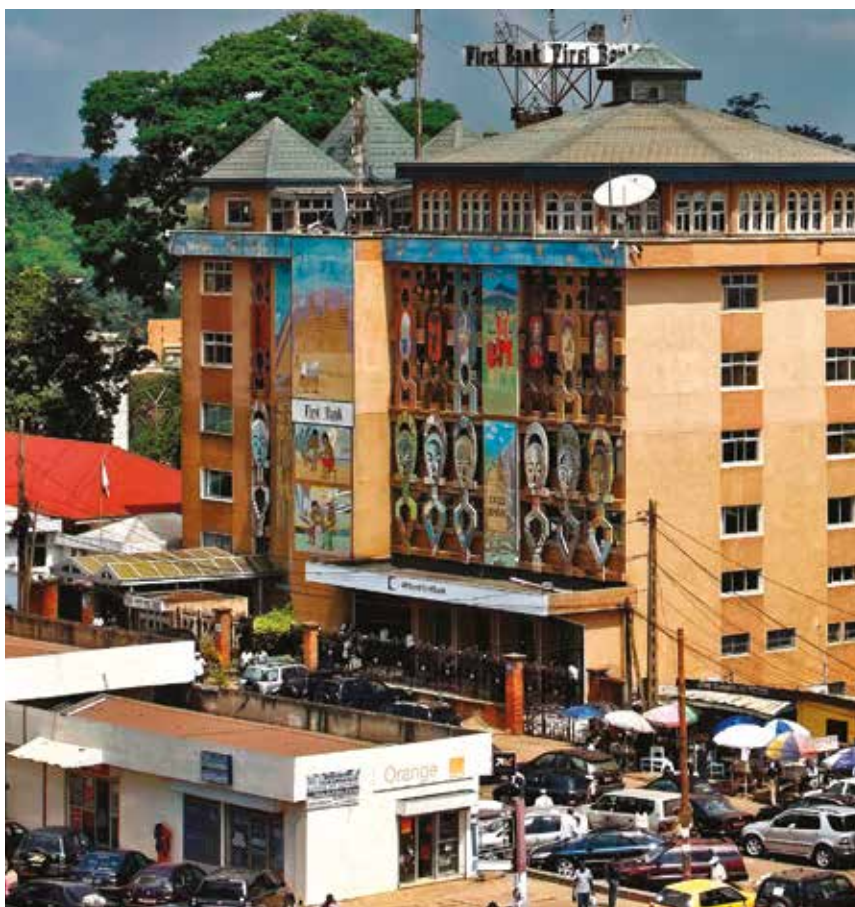
Selon la Direction générale du Trésor du Ministère des finances, le Cameroun a lancé ses opérations d'émission

de titres cette année sur le marché de la Banque centrale le 7 janvier 2015, avec une mobilisation de 5 milliards FCFA. Cette première opération a connu un succès comparable à celles du début de l'année 2014, puisque le taux de souscription s'est situé à 361%. Tout au long du premier trimestre 2015, le Trésor public camerounais tentera de mobiliser 45 milliards FCFA au total, dont 15 milliards FCFA chaque mois. Sur la période considérée, la seule émission d'obligations du Trésor, d'une durée de maturité de trois ans, interviendra le 4 mars 2015.

## BMCE et Afriland First Bank signent un accord-cadre de coopération en Afrique

Le groupe bancaire marocain BMCE (Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur), actionnaire majoritaire du réseau Bank of Africa (BOA), et son homologue camerounais Afriland First Bank, ont annoncé en décembre 2014 avoir signé un accord-cadre de coopération interbancaire sur le continent africain. Ces banques, présentes toutes les deux dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, ont principalement identifié des « *opportunités de coopération en matière de co-financement de projets et de commerce international, pouvant donner naissance à des synergies mutuellement bénéfiques pour leurs activités et leurs filiales respectives* ». Le partage d'expérience et la formation des collaborateurs entrent également dans le champ de la nouvelle coopération entre les deux banques.

Afriland First Bank a été fondée en 1987 à l'initiative de Paul Kammogne Fokam. Outre le Cameroun, cette banque, qui détient désormais la palme d'or aussi bien des dépôts que des crédits dans le pays, devant la SG et la BICEC, est aujourd'hui présente en Guinée équatoriale, en RD Congo, à Sao Tome & Principe, en Zambie, au Liberia, en Guinée Conakry, au Soudan du Sud ainsi qu'en Côte d'Ivoire.





# ENERGIE

## 3PL construira un pipeline de 355 km en mode BOT pour distribuer les hydrocarbures

Dans 24 mois (durée de la période des études de faisabilité), le consortium 3PL donnera, en principe, le premier coup de pioche pour la construction d'un réseau de pipelines en vue de distribuer les produits pétroliers au Cameroun. C'est la teneur d'un accord de partenariat signé le 2 décembre 2014 entre le ministre camerounais de l'Energie et de l'Eau, Basile Atangana Kouna, et les responsables du consortium 3PL, contrôlé par des opérateurs coréens. Long de 355 km, le premier tronçon de cet oléoduc s'étendra sur 110 km entre la ville pétrolière de Limbé et Douala, la

capitale économique ; tandis que le deuxième tronçon, a-t-on appris, s'étendra sur 70 km entre Douala et Edéa. Quant au troisième tronçon, long de 175 km, il ralliera Yaoundé, la capitale du pays, à partir d'Edéa.

Le montant total des investissements est estimé à 436 millions de dollars (environ 218 milliards FCFA), dont 30% sur fonds propres du consortium 3PL, et le reste sur emprunts. Une fois construite, l'infrastructure sera exploitée par 3PL sur une période de 27 ans, avant d'être rétrocédée à l'Etat du Cameroun, précisent nos sources.



## Le pipeline Tchad-Cameroun a rapporté 17,5 milliards FCFA au Trésor public à fin octobre 2014

A fin octobre 2014, le droit de transit du pétrole tchadien sur le territoire camerounais, à travers le pipeline Tchad-Cameroun, a généré des recettes d'un montant total de 17,5 milliards de francs CFA au Trésor public camerounais, selon le Comité de pilotage et de suivi des pipelines (CPSP). Cette rente correspond au transit de 27,5 millions de barils de pétrole tchadien. A fin octobre 2013, ce même droit de transit avait rapporté seulement 5,8 milliards FCFA, pour le transit de 24,6 millions de barils de brut en provenance des champs pétroliers tchadiens. Cette explosion du droit de transit est la conséquence de sa revalorisation intervenue le 29 octobre 2013. Il est passé de 195 francs CFA (0,41 \$) à 618 francs CFA (1,30 \$) le baril, après d'âpres négociations entre l'Etat du Cameroun et la société COTCO, qui gère l'oléoduc côté camerounais.

## Les réserves de gaz naturel réévaluées à la hausse, de 144 à 154 milliards de m<sup>3</sup>



La Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) vient d'annoncer que les réserves de gaz naturel du Cameroun ont été réévaluées à la hausse, passant de 144 milliards à 154 milliards de mètres cubes. Cette

hausse de 10 milliards de mètres cubes fait suite à de nouveaux travaux d'exploration effectués dans certains champs pétro-gaziers du pays par des opérateurs sous contrat avec l'Etat. Cette augmentation des réserves de gaz naturel survient après l'explosion de la production de cette ressource naturelle dans le pays depuis le début de l'année 2014. En effet, selon les statistiques de la SNH, la production gazière du Cameroun « s'est établie à 4343,4 millions de pieds cubes sur les quatre premiers mois de l'année 2014, contre 93,4 millions de pieds cubes pour la même période en 2013 ».

## Trois nouveaux champs pétroliers sont entrés en production en 2014

La production pétrolière camerounaise au 31 octobre 2014 s'est établie à 22,69 millions de barils, annonce la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) dans le communiqué ayant sanctionné le dernier conseil d'administration de cette entreprise publique. Comparée à la même période en 2013, la production pétrolière de 2014 est en hausse de 15,1%. Cette hausse est due, révèle la SNH, à l'entrée en production de trois nouveaux champs pétroliers, à savoir les champs Padouk, inter Inoua-Barombi et Barombi. La production de ces champs a contribué à doper la production nationale sur les dix premiers mois de l'année, production également tirée vers le haut par « l'augmentation de la production du champ Dissoni », situé en onshore. Pour rappel, selon Les cahiers économiques, document d'analyse édité par la représentation camerounaise de la Banque mondiale, « à moyen terme, la production pétrolière pourrait plus que doubler grâce à l'exploitation de nouveaux gisements. Selon les projections de la SNH, elle pourrait atteindre les 57 millions de barils en 2016, à comparer aux 24,4 millions de barils de 2013. »

## Orion Energy s'associe à Heta Oil and Gas pour explorer le bloc Ndian River II

La compagnie chinoise Orion Energy Holding Inc a fait alliance avec la Camerounaise Heta Oil and Gas Ltd pour signer avec l'Etat du Cameroun, le 11 décembre 2014, un contrat de partage de production pour l'exploration du bloc Ndian River II, couvrant 2530 km<sup>2</sup> dans le bassin offshore de Rio Del Rey. Le consortium sino-camerounais, contrôlé à 90% par la compagnie chinoise, s'est engagé à réaliser sur Ndian River II, au cours d'une période initiale de cinq ans, des études géologiques et géophysiques, ainsi que le forage de deux puits d'exploration pour un montant global minimal de 75 millions de dollars (environ 37,5 milliards FCFA). La signature de ce contrat est le couronnement de près de trois mois d'intenses négociations engagées par la compagnie d'exploration et de production chinoise pour se positionner sur ce bloc dont s'est séparée, un an plus tôt, en octobre 2013, la compagnie texane Kosmos Energy, pour défaut de résultats concluants dans le puits exploratoire Sipo-I.

## Bowleven obtient une prorogation d'un an pour explorer le gaz de Bomono

Bowleven Plc, pétro-gazier opérant sur cinq blocs au Cameroun, a obtenu des autorités camerounaises la prorogation pour un an, soit jusqu'au 12 décembre 2015, de sa licence d'exploration de Bomono, deux blocs onshore couvrant 2328 km<sup>2</sup> dans le bassin de Douala. Ce qui lui permettra d'achever les opérations d'exploration en cours, qui incluent le forage de deux puits exploratoires dont le démarrage devrait intervenir vers la fin de l'année, a expliqué le 9 décembre 2014 la compagnie basée à Edimbourg et cotée à Londres. Cette compagnie d'exploration sur le pétrole et le gaz naturel, active dans plusieurs pays en Afrique, a achevé son année fiscale au 30 juin dernier, a-t-elle précisé, par la pose de jalons clés vers la conversion de ses ressources en réserves. Par ailleurs, Bowleven a décroché le droit d'exploitation du gaz pour une période initiale de 20 ans sur le bloc MLHP-7, l'un des trois blocs du permis Etinde au Cameroun.



## INDUSTRIE

## Les sociétés brassicoles craignent un « effondrement du marché » en 2015

Dans une correspondance datée du 27 novembre 2014 adressée au ministre des Finances avec ampliation à la Présidence de la République, les trois sociétés brassicoles en activité au Cameroun se désolent de l'augmentation « irréaliste » du taux du droit d'accise sur les boissons alcoolisées dans la Loi de finances 2015. En effet, apprend-on, face à la hausse de cette taxe imposée aux importateurs de produits tels que les cigarettes, les alcools et autres produits dits de luxe, les charges des sociétés brassicoles sont susceptibles d'augmenter de 40%. Une situation face à laquelle les Brasseries du Cameroun (SABC), du groupe français Castel, Guinness, du groupe britannique Diageo, et l'Union Camerounaise des Brasseries, contrôlée par le milliardaire camerounais Kadji de Fosso, redoutent « un effondrement du marché » des boissons alcoolisées en 2015. Pour rappel, le Cameroun est un marché très rentable pour les sociétés brassicoles. Par exemple, bien qu'en baisse par rapport à l'année 2011 au cours de laquelle il avait atteint 45,2 milliards de francs CFA (environ 68,7 millions d'euros), le résultat net des Brasseries du Cameroun s'est établi à 26,9 milliards FCFA en 2013 (41 millions d'euros). Les actionnaires du leader du marché brassicole au Cameroun se sont alors partagé 25 milliards FCFA au titre de dividende l'année dernière. En visite au Cameroun en août 2014, Andy Fennel, le président de la région Afrique du groupe britannique Diageo, a déclaré que Guinness Cameroon

est « notre 4<sup>ème</sup> plus grand marché dans le monde ». En Afrique, le Cameroun est aussi le 2<sup>ème</sup> plus grand marché de Diageo, derrière le Nigeria, avec son marché de plus de 120 millions de consommateurs, contre 20 millions seulement pour le Cameroun. Malgré les démarches des brasseurs visant à obtenir du gouvernement une hausse du prix de la bière à la suite de l'augmentation du droit d'accise, le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, a décidé, dans un communiqué de presse daté du 5 janvier dernier, de geler « jusqu'à nouvel ordre » lesdits prix. Un comité ad-hoc a été mis en place dans les services du Premier ministre pour étudier et vider ce dossier.

## Deux coopératives vont construire une usine de nettoyage du sorgho dans le septentrion

La Société coopérative de commercialisation des céréales du Nord (Sococen) et la Confédération régionale des organisations paysannes de la partie septentrionale du Cameroun (Cropsec) envisagent de construire une usine de nettoyage du sorgho dans le cadre du Projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (PIDMA), financé à hauteur de 50 milliards FCFA par la Banque mondiale. Ces deux organisations paysannes viennent de lancer à ce sujet un avis à sollicitation de manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un consultant devant réaliser l'étude d'impact environnemental de ce pro-



jet. Les potentiels soumissionnaires avaient jusqu'au 20 janvier 2015 pour déposer leur offres à la Cropsec, à

Maroua, ou pour les faire parvenir par courrier électronique.



## Des exonérations fiscales en vue pour quatre projets industriels de 45 milliards FCFA



En ce début d'année 2015, le gouvernement camerounais devrait procéder à la signature de la seconde vague de conventions, avec des opérateurs économiques, dont les projets industriels sont admis au bénéfice des exonérations fiscal-douanières prévues par le Code

d'incitation à l'investissement privé, en vigueur dans le pays. Quatre bénéficiaires, selon nos sources, sont dans les starting-blocks. L'investissement cumulé de ces opérateurs économiques est estimé à 45 milliards FCFA. Près de 1600 emplois sont visés par ces projets

industriels. Parmi les bénéficiaires de ces conventions à signer, selon des indiscretions glanées auprès de l'Agence de promotion des investissements (API), se trouvent deux entreprises nouvellement créées par l'industriel camerounais Samuel Foyou. Il s'agit notamment de la société brassicole Brasaf (Brasserie Samuel Foyou), qui devrait coûter plus de 30 milliards FCFA et générer 600 emplois, ainsi que la First Industry Cosmetics (Fico), un investissement de 2,7 milliards FCFA pour 350 emplois prévus. Les deux autres bénéficiaires annoncés sont la Société Camerounaise de Savonnerie (SCS), pour laquelle 3 milliards FCFA seront investis en vue de créer 152 emplois, et la société African Pool Construction, qui va permettre de créer 480 emplois grâce à un investissement de 8,2 milliards FCFA.

Pour rappel, c'est le 9 septembre 2014 que le gouvernement camerounais avait signé avec treize entreprises les premières conventions les élisant au bénéfice de la Loi sur l'incitation à l'investissement privé au Cameroun, qui accorde aux entreprises des exonérations allant de cinq à dix ans, pendant les phases d'installation et de production. Ces treize entreprises devaient réaliser des investissements pour un montant total de 180 milliards FCFA.

## Bolloré Africa Logistics réévalue ses actifs pour doubler son capital à 10,6 milliards FCFA

La filiale au Cameroun du groupe français Bolloré Africa Logistics a procédé, conformément à la décision prise lors de son assemblée générale extraordinaire tenue le 16 septembre 2014, à l'augmentation de son capital social. Elle le porte ainsi de 4,7 milliards FCFA à 10,62 milliards FCFA (environ 16,2 millions d'euros). L'opération s'est réalisée par une élévation de la valeur nominale de ses actions, qui est passée

de 15 000 francs CFA l'unité à 33 363 francs CFA désormais. L'entreprise a également procédé, d'une part, à l'incorporation au capital de la somme de 5,88 milliards de francs, qui figurait dans son bilan au poste comptable désigné « *écart de réévaluation* », et d'autre part de la somme de 8,853 millions FCFA figurant au poste des « *réserves libres* ».

A travers cette opération, l'entreprise,

qui est présente au Cameroun à travers plusieurs services de logistique et de transport, a achevé le processus mis en place par la Loi camerounaise des finances pour l'exercice 2010, qui a institué la réévaluation légale (donc obligatoire) des immobilisations afin d'emmener les entreprises à présenter des bilans qui reflètent une réalité économique plus actualisée.

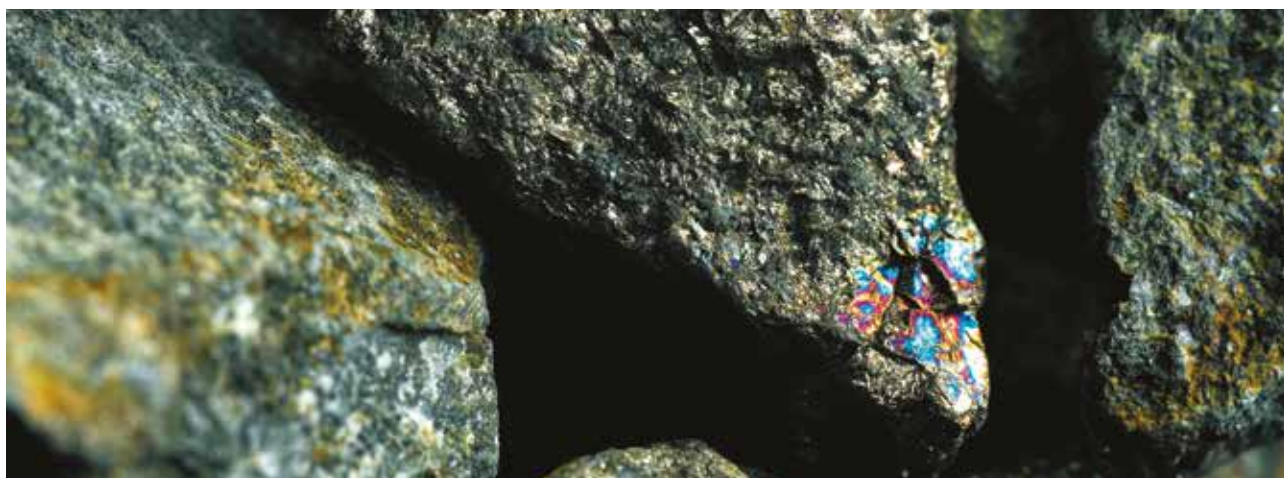
## MINES

## Geovic Mining Corp abandonne le projet d'exploitation de nickel et cobalt de Nkamouna

Onze ans après avoir obtenu le tout premier permis d'exploitation minière du Cameroun le 11 avril 2003, Geovic Cameroun, filiale de la junior minière américano-canadienne Geovic Mining Corp, a abandonné son projet d'exploitation du gisement de bauxite, cobalt et

plusieurs fois rassurés que le projet allait être lancé. Maintenant, on voit juste les engins repartir. » Selon l'ancien exécutif municipal de la commune de Lomié, Geovic Cameroun avait pourtant trouvé un accord avec des investisseurs chinois, auxquels il devait céder ses actifs dans ce

teuse des parts des opérateurs nationaux dans ce projet minier (39,5%), n'ayant pas vu ses conditions respectées par le partenaire chinois. En fait, ce dernier épisode n'est que le énième d'un long feuilleton fait de promesses non tenues et d'annonces juteuses qui, depuis onze



manganèse de Nkamouna, dans l'arrondissement de Lomié, région de l'Est du Cameroun. Les locaux abritant la direction générale de l'entreprise au quartier Bastos, à Yaoundé, ont été vidés et le mobilier entièrement vendu. Sur le terrain, à Nkamouna, un employé de Geovic Cameroun indique que « Geovic est en stand-by depuis environ un an. Ils ont même commencé à vendre les engins stationnés à la base de Kongo (où devait être construite la mine, ndlr). » L'information est confirmée par l'ancien maire de Lomié, Célestin Assama Mbongo, avec plus de détails : « Tout est à l'arrêt depuis un an. Sauf le personnel de gardiennage de l'entreprise qui est encore visible sur le site. Le reste du personnel (environ 200 employés) est en congé. La déception est totale, parce que nous avons fondé beaucoup d'espoir dans ce projet. On nous a

projet qu'il contrôle à 60,5%. « Entre février et avril 2014, ces Chinois sont arrivés ici plusieurs fois. Accompagnés des équipes de Geovic, ils sont descendus sur le site et ont fait des prélèvements, et puis plus rien. En tout cas, plus personne ne les écoute ici. Les populations n'y croient plus. »

### 121 MILLIONS DE TONNES EN RÉSERVE

L'on se souvient, en effet, que le 23 juillet 2013 Geovic Mining Corp avait annoncé avoir signé « un accord définitif » de cession d'actifs avec le groupe chinois Jiangxi Rare Metals Tungsten Group Holdings Company Ltd (JXTC). Cependant, ce qui avait été présenté comme « un accord définitif » n'a finalement pas été respecté par les parties, la Société nationale des investissements (SNI), bras armé de l'Etat camerounais et por-

ans, entretiennent le rêve de plus en plus lointain de voir le projet de Nkamouna finalement prendre corps. Des hésitations qui n'ont pas empêché que l'action de cette entreprise grimpe à la Bourse de Toronto, à cause des annonces répétées sur le potentiel sans cesse réévalué du gisement de Nkamouna.

Pour rappel, le projet minier de Nkamouna a été évalué à 615 millions de dollars, soit environ 306 milliards de francs CFA. Les réserves, apprend-on, indiquent environ 121 millions de tonnes de ressources minérales avec des teneurs moyennes de 0,23% pour le cobalt, 0,65% pour le nickel et 1,35% pour le manganèse. D'après l'étude de faisabilité bouclée en 2011, ce projet devait générer 800 emplois directs et près de 400 emplois indirects.

Brice R. Mbodiam

## Canyon Resources obtient deux ans de plus pour l'exploration de la bauxite de Birsoke

Canyon Resources Ltd, en plein dans un processus de joint-venture avec la compagnie britannique Altus Strategies Ltd, a obtenu le renouvellement pour deux ans de plus, à partir du 4 décembre 2014, de son permis d'exploration du projet de bauxite Birsoke, qui couvre 1462 km<sup>2</sup> dans la région de l'Adamaoua, dans la partie septentrionale du Cameroun. « Canyon s'est engagée à avancer sur le projet Birsoke et nous mobiliserons notre équipe de géologues le plus rapidement possible au cours de la nouvelle année, pour entamer notre seconde campagne d'exploration », a commenté Phillip Gallagher, DG de Canyon, à l'annonce, le 11 décembre 2014, de ce renouvellement du permis.

Selon la compagnie minière listée sur ASX, tous les préalables à sa joint-ven-



ture avec Altus sont à présent remplis pour qu'elle s'engage à porter de 51 à 75% ses intérêts dans le projet Birsoke, contenant une zone minéralisée de bauxite de 3,5 km sur 40 m, avec une épaisseur moyenne de 4 m et une teneur en oxyde d'aluminium variant

entre 40 et 45%. Canyon Resources Ltd, détenant une superficie d'exploration de 3500 km<sup>2</sup> au Burkina Faso, projette de produire à Birsoke de la bauxite DSO qu'elle convoiera par la ligne ferroviaire de la Camrail vers les ports de Douala et de Kribi, pour exportation.

## La mairie de Meyomessala crée une société minière pour exploiter l'or et le diamant



Au cours du conseil municipal du 20 décembre 2014 à la mairie de Meyomessala, chef-lieu de l'arrondissement d'origine du chef de l'Etat camerounais Paul Biya, dans la région du Sud, les conseillers ont voté une délibération autorisant le maire, Christian Mebiam Mfou'ou, à créer une société minière chargée d'exploiter les deux gisements d'or et de diamant découverts dans cette localité. « Les deux gisements seront exploités par la Société Communale d'Exploitation Minière (SOCEM) créée par la mairie. Pour l'instant, je préfère ne pas donner de détails sur les deux gisements, de peur que d'autres personnes viennent s'accaparer notre trésor et nous ne reverser que 10% des revenus. C'est une découverte que nous voulons entourer de discrétion jusqu'à l'exploitation proprement dite. Avec les deux gisements d'or et de diamant, nous allons pouvoir développer notre arrondissement », a déclaré l'exécutif municipal de Meyomessala, invoquant par la même occasion le

caractère récent de la découverte de ces deux gisements d'or et de diamant dans sa commune.

Bien que la délivrance des permis d'exploitation minière artisanale sur l'or ait été suspendue par le gouvernement depuis le mois de mai 2014 à cause du désordre régnant dans la filière, et en dépit de ce que l'exploitation et la commercialisation du diamant soient conditionnées par la délivrance d'une autorisation par le Comité national du processus de Kimberly, la mairie de Meyomessala ne désespère pas de lancer l'exploitation minière dès l'année 2015. La commune de Meyomessala rejoint ainsi ses homologues de Dimako (exploitation d'une forêt communale) et de Sangmélina (actionnaire de la Société de Transformation du Manioc de Sangmélina, Sotramas) dans la catégorie des communes camerounaises qui exploitent judicieusement leurs ressources locales.



## IMIC porte à 2,7 milliards de tonnes les ressources en fer à Nkout et accroît de 68% le DSO

International Mining & Infrastructures Corporation Plc (IMIC) a dévoilé, le 31 décembre 2014 dans une mise à jour, son intention d'entamer au cours de cette année 2015 l'étude de faisabilité définitive du projet de fer de Nkout, dans le sud du Cameroun, en se fixant pour objectif de porter à la production ce gisement dont les ressources sont désormais estimées à 2,7 milliards de tonnes. La mise à jour a fait ressortir sur le gisement

de Nkout un passage des ressources de 225 millions de tonnes à plus de 2,7 milliards de tonnes, et une augmentation de 68% des ressources totales DSO (Direct shipping Ore) à 252 Mt à 43,2% de fer. IMIC porte une attention particulière, apprend-on, au gisement de moindre envergure Ntem, situé à 80 km du port de Kribi, dont elle veut accélérer les études de faisabilité pendant qu'elle mettra dans sa visière d'autres opportunités sur le

fer en Afrique de l'ouest et du centre. « Nous avons une stratégie pour une production initiale dans trois ans, à partir du gisement Ntem, qui se présente comme le premier minerai de fer devant être exporté du Cameroun », a commenté Ethelbert Cooper, Chairman d'IMIC. Ce dernier présente l'année fiscale achevée au 30 juin 2014 comme une « année de transformation » pour la compagnie cotée à Londres.

## Le Cameroun recherche des investisseurs pour exploiter le gisement de rutile d'Akonolinga



Le gouvernement camerounais a récemment lancé « un avis international d'appel à manifestation d'intérêt pour la présélection d'entreprises ou groupements en vue de l'attribution d'un titre minier sur un bloc rutilifère en République du Cameroun ». Les candidats intéressés avaient jusqu'au 30 janvier 2015 pour

faire parvenir leurs dossiers au Ministère des mines à Yaoundé. Mais avant tout, ces candidats devaient s'assurer de remplir les conditions suivantes : « Avoir une expérience de l'Afrique et disposer d'un résultat d'exploitation global et annuel dans le secteur minier de 150 millions de dollars (soit environ 75 milliards FCFA)

sur les cinq dernières années ; justifier de la qualité des expériences passées dans la mise en exploitation réussie de projets miniers intégrés ayant nécessité la conception, la construction et l'exploitation d'infrastructures lourdes de transport et d'évacuation ; justifier de capacités techniques et financières suffisantes pour le financement de projets intégrés en vue de l'obtention de ce titre minier... »

Bien que le gisement rutilifère visé par cet avis à appel à manifestation d'intérêt ne soit pas précisé, l'on sait que le gisement en la matière le plus en vue dans le pays est celui d'Akonolinga, situé dans la région du Centre. Son potentiel est estimé à 300 millions de tonnes, selon le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE). Le Cadre d'appui à l'artisanat minier (Capam), programme du gouvernement destiné à encadrer les exploitants miniers artisanaux, souligne que le gisement de rutile d'Akonolinga, dont les réserves sont plus larges et s'étendent sur une vaste superficie de plus de 30 000 km aux abords des régions du Centre, du Sud, du Littoral, de l'Est et de l'Ouest, a été exploré par l'entreprise Free Mining, en association avec la compagnie américaine Gilla.

**BRM**

Leader du mois

# Le Camerounais Alain Nkontchou nommé administrateur non exécutif du groupe Ecobank



Alain Nkontchou a entre autres été directeur général chez JP Morgan Chase & Co à Londres alors qu'il n'avait que 30 ans.

Le 3 décembre 2014, Ecobank Transnational Incorporated (ETI), maison mère du groupe bancaire panafricain Ecobank, a annoncé la nomination de quatre nouveaux administrateurs non exécutifs au sein de son conseil d'administration. Parmi ceux-ci se trouve le Camerounais Alain Nkontchou, 51 ans, actuellement directeur général d'Enko Capital Management LLP, une société de gestion d'actifs sur les opportunités d'investissement en Afrique, basée à Londres et fondée par son frère Cyrille Kamdem Nkontchou. Ancien directeur général de Macro Global Trading Group au Crédit Suisse, à Londres, Alain Nkontchou, qui a fait des études supérieures (Université de Paris VI, Supélec et Ecole supérieure de commerce de Paris) en génie électrique, finances et comptabilité, a également été directeur général chez JP Morgan Chase & Co, toujours à Londres. Il n'avait alors que 30 ans à cette époque. Ce nouvel administrateur de la banque panafricaine dispose donc, souligne Ecobank, d'« une impressionnante expérience de génération de dizaines

de millions de dollars de revenus pour les entreprises avec lesquelles il a travaillé ».

Alain Nkontchou, qui représentera certainement au sein du conseil d'administration du groupe Ecobank, un gros client d'Enko Capital Management, rejoindra officiellement le conseil au mois de juin 2015, après la ratification de la nomination des quatre nouveaux administrateurs non exécutifs par les actionnaires du groupe bancaire. Ce sera lors de la prochaine assemblée générale annuelle d'ETI.

## DES PERFORMANCES EXCEPTIONNELLES AU CAMEROUN

Aîné d'une fratrie (avec une seule fille, Mireille Nkontchou) de quatre experts de la haute finance en Afrique, en Europe et aux Etats-Unis, Alain Nkontchou est présenté comme l'un des premiers Africains à s'être lancé sur les marchés des capitaux dans la City londonienne, dans les années 80. Alain Nkontchou devient ainsi le deuxième Camerounais à siéger au conseil d'ad-

ministration d'ETI, après André Siaka, l'ancien DG des Brasseries du Cameroun, qui a même assuré les fonctions de président du groupe Ecobank à titre intérimaire après la démission du Nigérien Kolapo Lawson. La désignation d'Alain Nkontchou au conseil d'administration d'ETI est intervenue quelques jours seulement après la publication par *The Banker*, le magazine bancaire du groupe Financial Times, des résultats de ses « Banker Awards 2014 » classant les meilleures banques en Afrique. Dans ce hit-parade, Ecobank arrive en tête dans sept pays, dont le Cameroun, le Burkina Faso, le Tchad, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger et le Togo.

Au Cameroun, a-t-on appris, les actifs d'Ecobank ont progressé de 27% en 2013. Par ailleurs, cette banque a conquis 23 000 nouveaux clients, tandis que son rendement par action a quasiment triplé, passant de 13,1% à 31,7%. Ce qui a permis au dividende distribué aux actionnaires d'exploser de 150% cette année-là.

BRM



# Participez à l'édification du Cameroun de demain



Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun



## Les magazines *Business in Cameroon* et *Investir au Cameroun* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Genève et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun





# INVESTIR AU CAMEROUN .COM

Retrouvez  
chaque jour  
l'actualité  
économique  
du Cameroun



L'APPLICATION SUR IPHONE, IPAD ET ANDROID

